

# Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

VENDREDI 10 MARS 1978 — N° 651

Commission paritaire N° 56 942 - Tél : 636.73.76 1,70 F

Belgrade

## UNE FIN SANS ÉCLAT

La conférence doit se terminer vendredi après l'adoption d'un texte négocié entre les USA et l'URSS. Ils reconnaissent que «le consensus n'a pu être obtenu sur diverses propositions». Quatre rendez-vous sont pris : une nouvelle conférence à Madrid en novembre 1980 d'une part ; d'autre part, des conférences d'experts à Bonn, Montreux et la Valette sur la science, le règlement pacifique des conflits et la coopération en Méditerranée, toutes dans le courant de l'année 79.

Les États-Unis et l'URSS n'ont pas voulu que soit remise en cause formellement la «détente», cette politique trompeuse à l'abri de laquelle se sont développés les préparatifs de guerre, et qui avait marqué un temps fort avec la conférence d'Helsinki en 1975. Mais au vu des résultats et du déroulement de la conférence de Belgrade, il apparaît de plus en plus nettement que cette «détente» n'a plus guère de contenu, au point que l'on peut se demander si les deux super-puissances entendent maintenir cette politique qui cadrait leurs relations, ces dernières années.

## L'Europe qu'ils nous préparent...

# AUSTÉRITÉ ET "ORDRE PUBLIC"

- France : 10 000 flics en plus
- Allemagne : procès Croissant
- Italie : «union sacrée» pour la répression

**CACHAN :**  
en soutien à la candidature  
de Joël PERRET

## UN MEETING DE MOBILISATION

Lire le compte rendu du meeting en page 5



Lire en page 4 la lettre ouverte de Joël PERRET à Georges MARCHAIS

Le procès de M<sup>e</sup> Klaus Croissant s'est ouvert à Stuttgart. C'est pour avoir voulu organiser la défense politique en RFA, que l'avocat est ainsi sanctionné par les autorités allemandes. Plus largement, ce procès est l'expression de la volonté du régime de Schmidt de bailloner toute contestation et de faire respecter par tous les moyens «un consensus social» permettant de poursuivre tranquillement une politique d'austérité et de collaboration de classe. C'est cette politique qui fait l'objet, on le sait, de toute l'admiration de nos gouvernants qui n'ont pas hésité il y a quatre mois à livrer Klaus Croissant, alors qu'il était réfugié politique sur notre territoire.

Au moment où Croissant passe ainsi en procès, à Paris, le Conseil des ministres se penche une fois de plus sur la «sécurité des Fran-

çais», 700 policiers et gendarmes supplémentaires tout de suite, 10 000 en plus d'ici 5 ans : c'est la seule décision concrète du Conseil des ministres de mercredi, une mesure de dernière minute de la droite, expression d'une bourgeoisie inquiète de ses lendemains et qui se prépare à faire face non aux truands mais, aux travailleurs, à la jeunesse qui rejettent cette société pourrie.

Assurément, ce n'est pas la gauche qui poussera des cris face à ce renforcement de l'arsenal répressif. Ni le PS, pour qui les méthodes de Schmidt sont, comme pour Giscard, un modèle. Ni le PCF : celui-ci qui réclame des commissariats contre la jeunesse des banlieues ouvrières, ne manque d'encenser chaque jour dans l'Humanité la politique du PCI qui vient de signer à Rome un projet d'«ordre public» menaçant pour les travailleurs.

A la veille  
des élections

## Ils sont en lutte



RPT Colmar, Verreries Boussois à Maubeuge, Chantiers de Braud Saint-Louis, Allocations Familiales... Aux 4 coins du pays, des milliers de travailleurs sont entrés en lutte. Après deux ans de plan Barre, à la veille d'élections que la gauche peut remporter et qui ont donné lieu à toutes sortes de promesses, ces travailleurs affirment : c'est d'abord sur nos luttes qu'il faut compter.

(Lire en page 2)

## Veille d'élections : black-out sur les chiffres du chômage

Beullac avait pris une gifle la dernière fois qu'il avait publié ses chiffres du chômage. Pour le mois de février, plus prudent, il préfère garder le silence sur des chiffres qui de toutes façons annoncent une nouvelle augmentation officielle du nombre de chômeurs. (Lire en page 6)

## Impôts : une souplesse de circonstance

Branle-bas de combat au ministère des Finances : les employés ont reçu des consignes très précises, visant à accélérer toute une série de mesures du style remboursement de trop perçus, indemnisation des rapatriés, arrêt provisoire de saisies, délai pour la déclaration d'impôts... des largesses intéressées.

## Palestine : «A bas la conspiration»

Un tract commun des étudiants palestiniens et des villageois palestiniens est diffusé en Palestine occupée. Il dénonce la visite de Sadate en Israël et la politique qui la fonde. Il dénonce les tentatives de contourner l'OLP. (Lire en page 9)

## Chirac : «plus la ficelle est grosse, moins elle casse» Lire en page 7

## LUTTES OUVRIERES

Nantes :  
9 délégués CGT  
démissionnent

Neuf délégués CGT d'une entreprise de construction métallique à Nantes, la société Paris, qui emploie 400 salariés, viennent de démissionner collectivement de leurs mandats syndicaux. Ils expliquent cette démission par leur refus des prises de position de certains dirigeants de la CGT, systématiquement en faveur du PCF, systématiquement critiques par rapport au PS. Dans l'entreprise en question, M. Charlie Salaün, membre de la commission exécutive du syndicat de la métallurgie nantaise avait fait la même chose il y a peu de temps. Délégué depuis 16 ans, mais en même temps militant socialiste depuis 25 ans, il avait déclaré : «Je me refuse à cautionner par mes mandats, un aligne-

ment de la CGT sur la position du PC en ce qui concerne l'actualisation du programme commun... La CGT est suffisamment puissante et organisée pour faire appliquer, après les élections et s'il le faut, le plan social contenu dans ce programme...».

Apparemment, le «grand débat» qui devait avoir lieu dans toute la CGT sur ces questions est assez mal engagé ! Et pour la crédibilité et l'audience de la CGT, on ne peut que constater que l'alignement systématique sur le PCF est de plus en plus désastreux. Sur l'usine Paris, où la CGT était majoritaire, que va devenir exactement la section ? Voilà des faits qui plus que les débats truqués dans la VO, peuvent donner à réfléchir aux militants CGT.

Charleville :  
les conducteurs de bus  
ont gagné

Depuis lundi, les conducteurs de bus de Charleville et des Ardennes ont repris le volant. Samedi, après une négociation difficile, la direction de la RDTA cédait sur la revendication essentielle, les salaires. Les chauffeurs demandaient une augmentation de 20 points pour tous, ce qui correspond à peu près à 400 F. Ils ont obtenu une rallonge de 20 points, une prime de vacances équivalente à un quart de salaire. Cet accord doit encore être ratifié par le conseil d'administration, et accepté par l'organisme qui finance la régie, c'est-à-dire le conseil général. S'il était remis en cause par l'un ou l'autre, les conducteurs sont prêts à reprendre le mouvement.

Lip :  
les allocations ASSEDIC  
supprimées !

Mardi, la commission paritaire des ASSEDIC a décidé de supprimer les allocations chômage aux Lip. La quasi totalité des Lip se retrouve donc avec seulement l'aide publique, moins de 400 F par mois.

Mercredi, les Lip, en riposte, ont occupé à 450 l'ANPE, alors qu'ils avaient annoncé une manifestation au siège de l'Union patronale. C'est là que la police avait donc déployé ses forces ! Après une occupation qui a duré toute la matinée, les flics de ville et plusieurs cars de gardes mobiles ont expulsé assez violemment les Lip.

Dernier procès  
des rodéos du Parisien

Mercredi après-midi, 37 ouvriers du Livre Parisien comparaissaient une fois de plus, devant la 16<sup>e</sup> Chambre du tribunal correctionnel de Paris, comme des voleurs, pour des faits remontant à l'époque des rodéos contre le torchon de feu-Amaury, le Parisien Libéré. Le jugement sera rendu le 29 mars. Les avocats ont demandé la relaxe pure et simple des ouvriers du Livre poursuivis.

Orléans :  
2 000 hospitaliers  
en grève

Depuis plus d'une semaine, le personnel du centre hospitalier d'Orléans, qui emploie 2 500 personnes, est en grève à 80 %. Ils assurent cependant les soins. Ils exigent le paiement des «13 heures» par mois, comme dans la région parisienne, et l'augmentation des effectifs : il manque environ 400 personnes pour que les soins soient effectués dans des conditions satisfaisantes. D'autres hôpitaux sont en grève sur des revendications analogues : Tours, Blois, Romorantin, Vendôme...

## A quelques jours des élections...

ILS COMPTENT AVANT TOUT  
SUR LEURS LUTTES

● Général Motors à Strasbourg, Rhône Poulenc à Colmar, les verreries Boussois à Maubeuge, les Chantiers de construction de la centrale nucléaire de Braud Saint-Louis en Gironde, ceux de la CIT Alcatel dans tout le pays, les services courrier d'IBM France, les employés de la Caisse d'allocations familiales de la rue Viala à Paris... A quelques jours d'élections qui monopolisent l'information, les travailleurs de toutes ces entreprises sont partis en lutte. Des luttes souvent dures, avec occupation comme à Colmar, à la Général Motors ou à Braud. Des luttes qui portent cette fois sur les salaires, et les conditions de travail.

A RPT Colmar, ils exigent une prime de 500 F ; aux Verreries Boussois, ils refusent le blocage des salaires que la direction veut leur imposer jusqu'au 1<sup>er</sup> avril... 79 ! A la GM, c'est le temps de vivre que veulent les ouvriers, face à l'extension du travail posté qui les fait se lever à 4 h du matin, et contre la dérogation obtenue par le patron pour pouvoir faire travailler les femmes jusqu'à 11 h du soir. A Braud et aux Verreries Boussois, les grévistes affirment : «Pas question de rentrer sans avoir obtenu ce que nous demandons, nous tiendrons le temps qu'il faudra».

C'est plusieurs milliers de travailleurs qui se battent, donc, en ce moment, pour avoir les moyens, et le temps de vivre. Après deux ans de plan Barre qui n'ont pas vu de riposte d'ampleur organisée par les directions syndicales, ces grèves sont significatives du ras le bol des travailleurs aujourd'hui.

Mais ce n'est pas tout : à un moment où il n'est pratiquement plus possible d'ouvrir sa radio ou son poste de télé sans entendre les promesses électorales de tous les bords, à un moment où tout le monde promet les 2 400 F, où

tous ces partis bourgeois nous disent «votiez pour nous, quelles que soient vos idées, on se charge de votre bonheur», tous ces travailleurs sont entrés en lutte, sans plus attendre.

Cette augmentation que leur promet la gauche ? Leurs luttes, à quelques jours d'une élection dont la gauche a des chances de sortir victorieuse, à quelques semaines d'une mise en application possible de toutes ses promesses, prouvent qu'ils font avant tout confiance à leur lutte pour obtenir ce qu'ils exigent. Cette affirmation que nous ne pouvons compter que sur nos luttes, quel que soit le gouvernement en place, les grévistes d'aujourd'hui, aux 4 coins du pays, lui donnent toute sa force.

Il faut bien le dire, ces luttes empêchantes de voter en rond gênent tous ces partis bourgeois. Le pouvoir n'hésite pas à les réprimer brutalement : mardi à l'aube, les flics évacuaient les occupants de la centrale thermique à la Général Motors. A la CIT-Alcatel, 4 délégués sont menacés de licenciement pour fait de grève ! A la Général Motors, ce sont plus de 50 grévistes qui ont reçu une lettre de mise à pied et de demande

de licenciement. A Braud, à Rhône Poulenc Colmar, des poursuites en référé ont été engagées pour obtenir l'évacuation. A 3 jours du premier tour, le régime de Giscard, à bout de souffle, continue à montrer le vrai visage du libéralisme avancé : les flics, et la justice aux ordres contre les travailleurs.

A gauche, c'est la plus grande discrétion sur ces luttes inopportunes. L'Humanité ne dit rien de toutes ces grèves. Au maximum, elle en fait un bref catalogue, sans commentaire. On est loin des pleines pages sur les luttes de décembre de l'EDF ou même plus récemment au PTT, après l'intervention des flics au centre de tri de Créteil. C'est que ces grèves, le PCF pouvait compter les tenir en mains, les maintenir dans des limites qui les conduisaient à l'échec et les utiliser comme faire valoir comme moyen de pression face au PS. Aujourd'hui, si près du but, ces luttes sont devenues gênantes. Comment interpréter la phrase annonçant, dans une «brève», l'intervention des flics contre les grévistes de Général Motors : «La police a fait évacuer, hier matin, les travailleurs qui occupaient encore la centrale d'énergie de l'usine Général Motors à Strasbourg». Point final ! Pour le PCF, cette occupation n'avait visiblement que trop duré. Mieux, direction de la CGT et direction de la boîte se sont bien partagé le travail ! Samedi, la CGT se retirait de l'occupation, lundi la direction la félicitait publiquement,

mardi, les flics intervenaient !

Si d'aventure, on trouve aujourd'hui un article un peu plus gros sur RPT Colmar par exemple, c'est parce que le candidat du PCF est allé s'y faire photographier, et qu'on appelle les grévistes à voter PCF, les grèves dont il parle ne sont considérées que comme des occasions de se faire un peu plus de publicité électorale !

Des grévistes de Braud-Saint-Louis nous faisaient part des difficultés incroyables qu'ils avaient à faire connaître leur lutte par les moyens de presse, qu'ils soient de droite ou de gauche. Mais y compris une presse qui se dit d'extrême gauche fait le silence sur ces luttes. Les trotskystes de Rouge sont bien trop occupés à quémander leur reconnaissance par le PCF, pour accorder la moindre importance à ces luttes !

Pourtant, dans la méfiance qu'elles expriment vis-à-vis des promesses de la gauche, par la volonté qu'elles affichent, de la part des travailleurs de ne compter que sur eux-mêmes, ces luttes sont des signes avant-coureurs de ce qui peut se passer, après les élections.

Devant l'étouffement dont elles sont l'objet de la part des directions syndicales, du PCF, les révolutionnaires, les syndicalistes doivent tout faire pour les populariser, les soutenir, contribuer à rassembler autour d'elles les travailleurs, et œuvrer à leur victoire.

Monique CHÉRAN

3 000 employés manifestaient  
mercredi à Paris

Mercredi matin, près de 3 000 employés des Allocations Familiales participaient à Paris à la manifestation de protestation après l'évacuation par la police des employés de la rue Viala qui retenaient le Conseil d'administration statuant sur leurs revendications.

Après plus d'un mois et demi de lutte, la grève au centre de la rue Viala a encore été reconduite à l'unanimité. Les employés demandent le niveau 6, coefficient 150, ce qui correspond à une augmentation de salaire approximative de 300 F. Une grande partie de ces 1 700 employés gagnent tout juste un peu plus de 2 000 F par mois, pour un travail qui demande une certaine qualification tout en étant mortellement ennuyeux. A quelques jours d'élections qui sont pourtant censées leur apporter les 2 400 F



qu'ils réclament, ils ont quand même préféré se battre eux-mêmes pour les obtenir, suivant ainsi le

proverbe «un tiens vaut mieux que deux tu l'auras». D'autant plus que, comme disent des grévistes, la gauche risque

bien de nous faire comprendre qu'elle «a d'autres chats à fouetter !»

# MENDES-FRANCE : UN CHEVAL DE RETOUR

• Des spéculations et de vives contestations viennent d'avoir lieu autour de la personnalité de Mendès-France, pressenti comme premier ministre éventuel d'un gouvernement de gauche. Il n'est peut-être pas inutile de rappeler quelques éléments de son activité politique au service de la bourgeoisie.

Député 1932 (radical-socialiste), il est sous-secrétaire d'Etat en 1938, dans le gouvernement de Léon Blum. Après la guerre, où il participe à la Résistance, il est ministre de l'économie nationale dans le premier gouvernement provisoire, qui s'illustre pas sa politique de «reconstruction» sur le dos des travailleurs. Il quittera ce gouvernement, parce qu'il ne parvenait pas à faire prévaloir ses vues préconisant le blocage des salaires.

Juin 1954 : il devient Président du Conseil.

Il est soutenu par une coalition de type centre-gauche. Le PCF vote son investiture, bien qu'il déclare refuser les voix du PCF. Après la conclusion de l'armistice en Indochine, imposé à la bourgeoisie par la lutte du peuple vietnamien, ce sont les débuts de l'insurrection algérienne, auquel Mendès-France répond par l'envoi de nouvelles troupes et une répression féroce.

En janvier 55, il nomme comme gouverneur général d'Alger Soustelle, qui terminera plus tard à l'OAS. Pendant son gouvernement, la politique économique, menée par Edgar Faure, consistera à accorder des facilités fiscales aux entreprises qui fusionnaient ou se spécialisaient. Après la chute de son gouvernement, on le retrouvera comme ministre de l'économie dans le cabinet Guy Mollet, qu'il quittera en mai 56.

En Mai 68, des voix se font entendre pour demander qu'on recourt à lui pour former un gouvernement. Ces demandes sont appuyées aussi bien par le PSU, la Convention des institutions républicaines de Mitterrand, que par les radicaux ou certains porte-paroles de la droite (Abelin, Lecanuet, Pinay), aux grandes protestations du PCF. Il perd son siège de député le mois suivant. En 1969, il soutiendra la candidature de Defferre qui recueillera 5 % des voix.



1954 : Mitterrand est ministre de l'Intérieur de Mendès-France.

Lors de l'investiture de son gouvernement en 1954, le PCF ayant annoncé son intention de voter pour lui, M. Mendès-France a vertueusement refusé ses voix, en déclarant : «*Sans doute M. Billoux, consacrant tout son temps à la préparation de son important discours, a-t-il omis de lire la presse ces derniers jours et sans doute ignore-t-il la détermination que j'ai prise et que j'ai confirmée dans ma déclaration d'investiture à cette tribune de ne pas accepter de voir figurer dans ma majorité d'investiture les voix qu'il est venu m'offrir si généreusement.*» Cette attitude méprisante n'empêchera pas le PCF de voter malgré tout son investiture.

La mise en avant par certains, de ce vieux routier de la politique, correspond à un choix actuel d'une partie de la bourgeoisie d'instaurer une

coalition de type centre-gauche, ce qui se heurte bien évidemment au refus du PCF, qui serait le dindon de la farce.

# PS : DU VIEUX VIN DANS DE VIEILLES OUTRES

• Hier nous avons brièvement retracé l'itinéraire politique de celui qui dirige le PS aujourd'hui et qui prétend demain appliquer une nouvelle politique. A notre connaissance, il ne s'est jamais désolidarisé de son lourd passé anti-ouvrier. Toutefois, d'aucuns pensent que «le passé c'est le passé» et qu'il est plus important d'examiner ce que fait et ce que propose le PS aujourd'hui. Il nous semble cependant intéressant de rappeler comment le PS actuel s'est reconstitué en 71 en réunissant dans

A la veille du Congrès d'Épinay qui a fait naître le «nouveau PS», Mitterrand est responsable de la Convention des Institutions Républicaines (CIR).

Pour prendre le contrôle du PS, il lui faut passer des alliances, surtout que son groupuscule n'a aucune base de masse. Il s'allie avec Defferre, responsable de la plus grosse fédération SFIO, avec lequel il avait participé au gouvernement sous la IV<sup>e</sup> République.

Defferre est ami de Savary, qui est secrétaire du PS depuis 69, mais opposé à Mollet. Tous les 15 jours en secret, Defferre, Mauroy Mitterrand et son ami Dayan se réunissent pour faire le point. Il s'agit de convaincre la base des déferriéristes et des amis de Mauroy qu'il faut réno-

ver la SFIO, mais sans leur dire que Mitterrand prendra la direction du nouveau parti. On compte ainsi les mandats : Defferre + Mauroy + CIR, cela ne suffit pas à battre Savary : il faut trouver d'autres alliés.

Or, au même moment la SFIO envisage de dissoudre la fédération de Paris, aux mains d'un ancien postier FO membre du CERES : Georges Sarre. Pour éviter cette dissolution, pour battre Mollet, le CERES est prêt à tout, y compris à s'allier avec Mitterrand. Savary n'est toujours au courant de rien. Quelques jours avant le congrès d'Épinay, il demande même à Mitterrand d'accepter une place au Comité directeur, puisqu'il n'y a pas de divergence poli-

un seul parti divers courants. Alors qu'il prétendait rompre avec les magouilles de la social démocratie sous la IV<sup>e</sup> République, qu'il affirmait prendre un nouveau départ, sa naissance a baigné dans les pires tripataillages. Faut-il préciser que ces pratiques ne l'ont pas abandonné et que chacun de ses congrès, convention nationale ou même fonctionnement régulier de ses instances de direction sont le prétexte à la répétition de semblables procédés.

tique entre les deux hommes.

Mitterrand répond qu'il réfléchira, alors que tout est prêt pour la révolution de palais qui consiste à mettre Mitterrand à la place de Savary... «*Pour faire plus vrai*», Mitterrand et Defferre présenteront même des motions différentes toutes les deux dirigées par Fajardie, aujourd'hui responsable aux questions électorales...

Lors du Congrès, Mollet cherche à barrer la route à Mitterrand et à sauver son ami Savary en divisant la fédération du Nord.

Pour atteindre cet objectif, Guy Mollet comptait sur le soutien d'Augustin Laurent, maire de Lille et «Pape de la SFIO».

Si Mollet était parvenu à son objectif, Mit-

terrand n'aurait pas disposé de suffisamment de mandats pour s'imposer à la tête de la nouvelle formation. Le vieux maire de Lille hésita à diviser sa fédération et préféra laisser agir celui qui devait lui succéder peu après : Mauroy.

Pour éviter qu'Augustin Laurent revienne sur sa position, Defferre selon les uns, Pontillon selon les autres, ramène le vieux maire dans sa ville. Littéralement kidnappé, il n'a même pas le temps de saluer Mollet. Ce dernier le cherche partout, mais on lui fait croire que son vieux complice a eu un malaise. Il est trop tard : Mitterrand est désigné premier secrétaire du PS...

Le parti de Mitterrand un nouveau parti ? Allions donc !

## Mitterrand soutient Mendès

Dans une interview qu'il accorde cette semaine à *Newsweek*, Mitterrand déclare qu'il n'a jamais revendiqué le poste de premier ministre et que «le Président de la République est libre de désigner le Premier ministre de son choix. Quiconque représente honnêtement la gauche et est désigné Premier ministre aura mon soutien. Les Français, ajoute-t-il, étaient prêts à accueillir avec enthousiasme un gouvernement de gauche en septembre dernier aujourd'hui, ils hésitent à faire le saut».

On ne saurait mieux dire que Mitterrand ne serait pas mécontent de voir Mendès-France tenir les rênes du gouvernement ; il est en effet, pour lui, «honnêtement de gauche» et répond bien au profil du Premier ministre que peuvent souhaiter par exemple ceux qui ne sont pas trop enthousiasmés par les ministres PCF au gouvernement.

## La mauvaise foi de l'Humanité

L'*Humanité* annonce que le PS portugais a voté par acclamation à l'issue des ses journées parlementaires «une motion d'hommage» au PS et à Mitterrand. Rien à redire. Là où l'*Humanité* passe les bornes, c'est quand elle écrit : «*Le PS portugais, qui gouverne avec la droite*», etc... De la même manière on pourrait écrire : «*Le PCI qui aurait bien voulu participer au gouvernement avec la droite, mais qui n'est que membre de la majorité parlementaire...*» Mais là c'est de l'ingérence...

## Andrieu : une heure et demie de silence radiophonique

Ce qu'on a le plus entendu, pendant une heure et demie où Mitterrand a parlé au club de la presse hier soir, c'est un grand silence : celui du rédacteur en chef de l'*Humanité*, Andrieu, pourtant présent comme d'habitude. Quelqu'un ayant fini par le lui faire remarquer, Andrieu a trouvé le moyen de soulever une querelle avec un autre journaliste présent : Todd, de l'*Express*. Toujours ça de gagné pour ne pas parler d'autre chose.

Au premier secrétaire du PS, il n'a guère trouvé qu'à reprocher mollement le terme «d'agression» qu'il avait employé pour qualifier la campagne du PCF depuis septembre dernier. Bref, à quelques jours des échéances décisives, et le la probable décision de désistement mutuel, il devient, au PCF, urgent de se taire.

## Pour la publication du résultat des élections

Pour que le *Quotidien du Peuple* puisse le plus rapidement possible rendre compte des résultats de l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Proletarienne, nous demandons aux comités de l'UOPDP de nous téléphoner le plus rapidement possible dès dimanche soir les résultats de leur circonscription. Il faut que le représentant de l'UOPDP qui se tiendra au bureau de vote où sont centralisés les résultats de la circonscription appelle le journal au 636 73 76 dès que les résultats seront connus.

Pour que les résultats puissent être rapidement exploités et ne pas immobiliser la ligne trop longtemps compte tenu des nombreuses correspondances que nous attendons dans une fourchette de temps très restreinte, nous demandons à nos correspondants de remplir avant de téléphoner la fiche suivante et de nous en donner lecture.

UOPDP .....	PCF .....
LO .....	PS .....
PLSLPT .....	MRG .....
PSU Front Autog ...	Gaull. gauche .....
Coll. Ecologie 78 ...	Jobertistes .....
Div. Ecolo .....	UDF .....
Choisir .....	RPR .....
Régionalistes .....	Div. droite
Div. ext. gauche	(préciser*) .....
(préciser*) .....	Ex. droite
	(préciser*) .....

\* : S'il y a plusieurs candidatures divers extrême gauche, divers droite ou divers extrême droite, énoncer chacun des résultats.

COMITÉ UOPDP DU 19<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT  
DE PARISVenez débattre avec nous, mettre en commun  
nos expériences et nos idées !**Meeting**  
**Vendredi 10 mars**  
**20 heures 30**

119 avenue Simon Bolivar

Avec les candidats de l'Union Ouvrière et  
Paysanne pour la Démocratie Proletarienneet :  
**Max CLUZOT, Directeur de Front Rouge**  
**Jacques JURQUET, Directeur politique**  
**de L'Humanité Rouge**  
**Membres du Comité National d'Initiative**  
**de l'UOPDP**

Candidats :

**André DRUESNE**  
28<sup>e</sup> circonscription**Pierre BAUBY**  
29<sup>e</sup> circonscription**3 tables rondes :**

- 1 - Comment rassembler les femmes dans le 19<sup>e</sup> ?  
Mercredi 8 mars à 20 h 30 - 2, rue Fessart
- 2 - Lutter contre la rénovation, pour une réelle  
vie de quartier
- 3 - Lutter dans les usines contre les licenciements

Ces 2 réunions :

Le jeudi 9 mars à 20 h 30 - CEG 13, rue Tandou

PARIS 2<sup>e</sup> - 3<sup>e</sup>**Meeting du Comité**  
**UOPDP****Jeudi 9 mars à 20 h**44 RUE DUSSOUBS 2<sup>e</sup>

Avec les candidats :

Titulaire :  
**Roland MÈRIEUX**Suppléant :  
**Raymond BIGER****téléphonez**  
**au**  
**quotidien**  
**636 73 76**Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J  
CCP N° 23 132 48 F - Paris  
Directeur de Publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC - Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

# LETTRE OUVERTE DE JOËL PERRET A GEORGES MARCHAIS

Monsieur Marchais,

Votre parti a déclaré, à la Porte de Versailles, qu'il  
était prêt à dialoguer avec les militants d'extrême  
gauche.Candidat de l'Union Ouvrière et Paysanne pour la  
Démocratie Proletarienne dans votre circonscription, je  
vous propose de débattre publiquement de quelques  
questions importantes pour l'avenir de notre pays.**LE PARTI SOCIALISTE A-T-IL, COMME VOUS  
LE DITES, VIRÉ A DROITE ?**

N'est-il pas toujours été un parti de la bourgeoisie ?

Pourquoi avez-vous tenté de faire croire aux  
travailleurs et à vos propres militants, qu'il avait  
changé ?N'est-ce pas grâce à vous qu'il est devenu le parti  
le plus influent électoralement ?**QU'AVEZ-VOUS FAIT CONTRE LA POLITIQUE  
DES HOMMES AU POUVOIR, DEPUIS CINQ  
ANS ?**En détournant la volonté de lutte de nombreux  
travailleurs, en les orientant vers des journées d'action  
sans intérêt et sans suite, avez-vous servi l'intérêt des  
travailleurs ?Si la droite est responsable des plans d'austérité,  
n'êtes-vous pas pour une large part responsable de  
leur application ?**SI VOUS ARRIVEZ AU GOUVERNEMENT,  
QUELS AVANTAGES RÉELS EN TIRERONT  
LES TRAVAILLEURS ?**Vous dites que, depuis trente ans, votre parti est le  
seul à n'avoir jamais gouverné. Mais pourquoi ne  
regardez-vous pas l'histoire depuis trente-cinq ans ?Entre 1944 et 1947, quand le PCF était au  
gouvernement, la baisse du pouvoir d'achat n'a-t-elle  
pas atteint près de 50 % ? Le salaire au rendement  
n'a-t-il pas été établi dans les mines ? Le PCF n'a-t-il  
pas alors poussé les travailleurs à produire au  
maximum, à faire des heures supplémentaires ? Qui a  
tiré profit ?Vos collègues d'Italie et d'Espagne n'ont-ils pas  
signé récemment des pactes d'austérité avec leur  
bourgeoisie ?Monsieur Marchais, de quel prix faudra-t-il payer  
les avantages que vous promettez ?**POURQUOI VOTRE PARTI NE PROGRESSE-T-IL  
PAS ?**Le PCF recueillait 28 % des voix après la  
Résistance. Aujourd'hui vous stagnez autour de  
20 %.Dans votre circonscription, en 1962 le nom de  
Vaillant Couturier recueillait encore plus de 50% des  
voix : en 1973, Secrétaire général du PCF, vous  
étiez recalé au premier tour avec 43 % des voix.Pourquoi votre parti est-il devenu un parti  
passoire ? Entre 1944 et 1970 plus d'un million de  
membres ont défilé dans le PCF, sans y rester.Les élections partielles et les sondages montrent  
que vous ne progressez pas. N'y a-t-il pas là de quoi  
inquiéter les militants du PCF ?**VOTRE PARTI EST-IL BIEN TOUJOURS  
LE PARTI DES PAUVRES ?**Au 22<sup>e</sup> Congrès, il n'y avait plus que 32 %  
d'ouvriers dans le PCF. A chacun de vos congrès, le  
nombre d'ouvriers à votre Comité central baisse  
régulièrement au profit de jeunes technocrates qui ne  
se forment pas dans les luttes de la classe ouvrière,  
mais dans les grandes écoles comme tous les  
dirigeants des partis bourgeois.Et quand vous parlez des ouvriers qui restent aux  
postes de directions, ce sont de plus en plus des gens  
qui n'ont pas mis les pieds dans une usine depuis une  
trentaine d'années.

Est-ce cela le parti des travailleurs ?

Pouvez-vous affirmer, Monsieur Marchais, que  
Dourmeng, le milliardaire du Sud-Ouest, n'est pas lié à  
votre parti ? Que lorsque des spectacles soviétiques  
viennent en représentation à Paris, le PCF ne touche  
pas une parti de la recette ?**VOTRE PARTI EST-IL BIEN D'AVANT-GARDE ?**Ce parti qui a désorienté une génération entière de  
vieux militants valeureux et dévoués.Le parti qui n'a pas été capable de rassembler  
autour de la classe ouvrière la majorité de notre

peuple, faisant ainsi le lit du gaullisme.

Le parti qui a combattu les aspirations de la  
jeunesse en 1968.Le parti qui combat et crache sur les communistes  
restés fidèles au marxisme-léninisme.Le parti qui a condamné avant de tenter  
grossièrement de les récupérer, les luttes d'une  
nouvelle génération de syndicalistes ouvriers et  
paysans, le combat des écologistes et celui du  
nouveau mouvement des femmes.

Ce parti là est-il bien un parti d'avant-garde ?

**QU'ENTENDEZ-VOUS PAR SOCIALISME,  
MONSIEUR MARCHAIS ?**Votre conception du socialisme est inquiétante.  
Vous nous dites que, malgré les erreurs et les fautes  
commises, les atteintes aux libertés les plus  
élémentaires, les pays de l'Est sont quand même des  
pays socialistes !**N'AVEZ-VOUS JAMAIS PORTÉ LA MAIN SUR  
LES LIBERTÉS ?**

Cherchez bien, Monsieur Marchais.

Quel parti, dans les mairies PCF refuse si souvent  
de prêter des salles aux organisations qu'il ne contrôle  
pas ?Quel parti, dans les mairies PCF comme Vitry,  
Villejuif, ou Arcueil, participe à la campagne  
gouvernementale anti-jeunes et réclame des commis-  
sariats de police supplémentaires ?Quelle liberté d'information défendez-vous, quand  
vous condamnez les radios libres ?Et puis, Monsieur Marchais, vous avez, en  
personne, approuvé l'invasion de la Tchécoslovaquie  
par les chars soviétiques. Certes, vous n'étiez pas  
vous-même dans un char, mais osez-vous prétendre  
que ce n'est pas là une atteinte à la liberté du peuple  
tchécoslovaque comme à celle de notre propre  
peuple ?**ENTRE NOUS, MONSIEUR MARCHAIS,  
PARLONS FRANCHEMENT, QUELLE SORTE  
DE MILITANT OUVRIER ÊTES-VOUS ?**Ouvrier pendant le Front populaire, vous avez dit  
que ça ne vous intéressait pas.Ouvrier d'une vingtaine d'années dans la région  
parisienne au début de la guerre, l'idée de résister ne  
vous a jamais effleuré. Vous avez par contre travaillé  
sur des avions allemands, des Fock-vulff.En 1942, vous partez travailler en Allemagne sur des  
avions Messerschmitt, cette fois comme STO  
dites-vous. Mais la promulgation du STO ne date que  
du début 1943. Qu'êtes-vous allé faire en Allemagne,  
pendant que la jeunesse de notre pays résistait au prix  
de sa vie, contre le nazisme ? De vilains bruits courent  
sur votre activité entre votre retour d'Allemagne et  
1947. Qu'avez-vous fait au juste ? Pendant toutes ces  
années de luttes des travailleurs, rien n'a éveillé en  
vous l'âme d'un militant.Vous avez attendu 47 pour vous syndiquer. Et  
quelques années plus tard, pendant que la direction  
du PCF faisait la chasse, dans ses rangs, aux militants  
des Brigades Internationales et de la Résistance, vous,  
vous grimpez quatre à quatre les échelons de  
l'appareil du PCF.Monsieur Marchais, pensez-vous que votre passé  
trouble d'ouvrier attardé politiquement, est bien  
rassurant pour l'avenir de notre pays, si vous accédez  
à des fonctions gouvernementales ?**MONSIEUR MARCHAIS, FINALEMENT,  
QUI FAIT LE JEU DE LA DROITE ?**Ce n'est pas nous qui avons cassé le Programme  
commun.Aux élections d'Issy-les-Moulineaux et de Chenne-  
vières, ce n'est pas nous qui avons fait passer la  
droite.Si une partie des travailleurs vote pour le Parti  
socialiste, ou même pour la droite, n'est-ce pas,  
avouez-le, parce que vous n'avez pas su les gagner  
ou tout simplement gagner leur confiance ?Que vous sortiez ou non vainqueur de ces  
élections, n'avez-vous pas d'ores et déjà fait faillite ?Nous le pensons et c'est pour cela que nous disons  
aux travailleurs et à vos militants qui sont restés  
honnêtes et veulent le socialisme qu'il faut nous  
rejoindre et construire dans ce pays une grande force  
révolutionnaire.Comment y parvenir ? Je suis prêt à en débattre  
publiquement.

## CACHAN

# En soutien à la candidature de Joël Perret (UOPDP)

## MEETING DE MOBILISATION

● Dans une salle comble de la mairie de Cachan, le meeting de l'UOPDP, mercredi soir, a revêtu une importance particulière : la circonscription du Val de Marne se situe au cœur d'une banlieue ouvrière de la région sud de Paris. Et c'est la circonscription dans laquelle se présente Georges Marchais. Le combat engagé par Joël Perret, ouvrier, candidat de l'UOPDP prend donc une valeur d'exemple.

C'est pourquoi, autour de Joël Perret, se trouvaient à la tribune Max Cluzot, secrétaire général du PCR ml et Jacques Jurquet, directeur de *L'Humanité rouge*, tous deux membres du secrétariat permanent du Comité d'initiative nationale de l'UOPDP, qui étaient venus soutenir la bataille qui se mène dans la circonscription où se présente Georges Marchais.

Cette bataille, un camarade de l'hôpital psychiatrique de Villejuif, syndicaliste CGT, a montré qu'elle était en prise directe avec la lutte des travailleurs : en pleine campagne électorale, la grève des hospitaliers a été brisée, de fait, par les manœuvres du PCF, notamment par le secrétaire général de la section CGT, acquis au Programme commun, qui refusa de se soumettre à la majorité, menaçant de rendre son mandat si le mouvement se poursuivait sur la base de la plateforme revendicative élaborée par les grévistes. « Comment faire confiance à des gens qui nous disaient en même temps qu'aller plus loin dans la lutte, c'est voter pour eux le 12 mars ? ».

Une camarade, postière

re au centre de tri de Créteil, elle aussi syndicaliste CGT, a tiré les leçons du mouvement important mené pour exiger la réintégration de François Llamas : « C'est bien à une tentative de contrôle, à un détournement de la démocratie syndicale ouvrière, auxquels se sont livrées les directions syndicales. Ils peuvent en coller des affiches : « Liberté, autogestion, démocratie », de la leur, nous n'en voulons pas !... Et si nous voulons faire échec demain au plan Barre, ou après demain au plan Marchais ou Mitterrand, ne comptons que sur nos luttes. »

Le camarade Jacques Jurquet a stigmatisé avec vigueur en Georges Marchais le représentant typique d'un Parti qui a complètement ruiné son passé de lutte de classe. Il a adressé un vibrant appel aux militants du PCF : « Nous nous tournons avec courage, avec franchise vers nos frères de classe, les ouvriers, les petits salariés, les travailleurs des villes et des campagnes qui sont adhérents de base ou sympathisants du parti communiste français. »

Nous les appelons à prendre conscience des tromperies, des illusions que Marchais et ses complices leur ont imposés.

*Nous leur disons : Lénine comme Marx n'ont jamais déclaré que la voie de la révolution socialiste était une voie pacifique.*

*Cette voie-là ne conduit qu'au reniement de tous les principes révolutionnaires, comme celui que Marchais a fait adopter par le XXII<sup>e</sup> congrès du PCF : le principe de la Dictature du Proletariat. »*

Joël Perret a fait le procès implacable de cette société pourrie, avec les conséquences dramatiques du chômage : « Cette réalité-là, qui donne l'occasion une fois de temps en temps à Roger Gicquel de faire un commentaire philosophique sur le monde moderne. »

Soulevant les rires de la salle, il a ridiculisé les politiciens de droite, incapables de dissimuler leur faillite : « Ce doit être un secret d'Etat dont seul Giscard d'Estaing a la clé, de savoir si Servan-Schreiber est vraiment complètement idiot, ou s'il le fait exprès pour donner un peu de relief aux autres. »

« Chirac nous racontait, quand il était au gouvernement, que la sortie du tunnel était proche. Mais lui-même s'est dépêché de sauter du train en marche pour ne pas périr sous son propre tunnel. »

Il a dénoncé la nature bourgeoise du PS et le remède miracle du Programme commun, périmé avant même d'avoir une chance d'être appliqué : « Allez-y Messieurs, continuez à vous tirer dans les pattes, »

*vous montrez aujourd'hui dans la pratique à tous les travailleurs : ce programme ne vaut rien de bon. Allez-y, vous contribuez vous-mêmes à crever cette baudruche que vous avez fait déambuler lamentablement pendant des années dans les manifestations ouvrières. »*

Puis Joël Perret s'est pris directement au projet même du PCF, montrant de façon vivante comment, dans la pratique, il s'y prépare déjà. Il a alors donné lecture de la lettre ouverte très applaudie qu'il a adressée à Georges Marchais pour lui demander un débat public. (voir page 4).

Après avoir tracé, enfin, les grands traits de la société socialiste à venir, Joël Perret, suscitant l'enthousiasme de son auditoire, termina par ces mots : « Développons notre union et élargissons-la après les élections ! Avancions vers le socialisme ! »

C'est Max Cluzot qui conclut ce meeting par une intervention, très attentivement suivie, analysant concrètement la situation politique dans les masses, la clarification qui s'opère au sein de l'extrême-gauche, et les premiers acquis, importants pour l'avenir dans la construction de l'UOPDP, le rassemblement des forces ainsi que le rapprochement des marxistes-léninistes entre eux.

Dans la fin de son intervention, dont nous publions un extrait, il a ainsi éclairé l'ampleur des tâches de construction du front et les perspectives de développement du mouvement révolutionnaire ouvertes au lendemain même de ces élections.



### Intervention de Max Cluzot

(Extraits)

(...) Alors, camarades, si comme nous, militants du PCR le proposons à tous ceux qui s'attachent aujourd'hui aux efforts de l'UOPDP, nous poursuivons et étendons sa construction, notre Union entrera dans une seconde phase, marquée par l'après-mars 78 et les affrontements politiques qui se préparent déjà.

Alors, il sera ô combien nécessaire de forger sur une large base de masse l'instrument qui permettra aux travailleurs de notre pays de défendre leurs intérêts propres, de construire leur propre mouvement, contre toutes les pressions, brutales ou subtiles, qu'exerceront inévitablement les partis bourgeois. La social-démocratie, dans son effort de gestion de la crise sur la base du consensus réformiste, le PCF, pour avancer toujours plus loin dans la réalisation de son projet capitaliste bureaucratique d'Etat.

Il faudra aller vite, et nous avons bien fait de nous y mettre déjà, pour contrer les plans de ces forces qui rapidement se dresseront contre les travailleurs, qui exigeront, quel que soit leur discours présent, des sacrifices, la discipline dans l'exécution de leurs plans la soumission à leur politique réactionnaire.

Mais cet effort qui apparaît aujourd'hui presque démesuré, tant qu'il est impulsé pour l'essentiel par les révolutionnaires, prendra tout sens avec le refus de larges couches de la classe ouvrière et du peuple, de se soumettre à toute poursuite de la politique de crise.

Que Marchais et Mitterrand ne s'y trompent pas, il est fini, ce temps, long et pesant, pendant lequel, depuis la fin de 1974, aux effets de la crise économique s'ajoutait le verrouillage politique de l'Union de la gauche, où à la menace du chômage et des grèves sans succès apparaissait à l'horizon la voie trompeuse d'une solution électorale, facile, trop facile pour être honnête.

L'élan révolutionnaire de notre peuple a pu être contenu trois années durant sous cette double pression, mais il n'a pas disparu ; ce que les travailleurs de Lip et les grévistes de 73 avaient commencé à faire naître, cette aspiration si forte de socialisme dans les combats de classe, n'est pas étouffée, elle ne demande au contraire qu'à resurgir, avec d'autant plus de force qu'elle a été fortement contenue ; tremblez, Messieurs les politiciens bourgeois, dès que les masques vont tomber, vous ne serez pas tranquilles, et comment cela serait-il différent si vos disputes vous font perdre ces élections cruciales, qui sont à la fois l'aboutissement et le terme de votre manipulation trop facile de la classe ouvrière.

Qui croirait que le prochain plan Barre, Rocard ou Marchais passera comme les autres ? Nous ne le croyons pas, car nous ne croyons pas que l'on puisse duper impunément les travailleurs, c'est parce que nous ne le croyons pas que notre Union s'est mise en marche. Ouvrons, tous, camarades, à son succès.

Ici, à Cachan, avec Joël Perret, et dans toute la France.

Conférence de presse de la CFDT - Finances

## L'ADMINISTRATION DES FINANCES MANIPULÉE A DES FINS ÉLECTORALES...

● La fédération CFDT des Finances et des Affaires économiques organisait une conférence de presse mercredi sur les thèmes suivants : l'utilisation de l'administration des Finances à des fins électorales et la situation des agents des Finances.

Le but de cette réunion était de dénoncer, à partir de certains faits particulièrement visibles en période électorale dans les administrations, la volonté du pouvoir d'asservir les fonctionnaires aux intérêts de la classe dirigeante. La volonté des travailleurs de ces administrations de ne pas se taire malgré les pressions, sanctions et menaces de tous ordres fut également soulignée.

Ce sont en effet les travailleurs des administrations concernées et les syndicats CFDT et CGT qui, par la révélation des moyens mis en œuvre pour faire baisser artificiellement le nombre de chômeurs au-dessous du million, ont amené la direction de l'INSEE elle-même à dénoncer le truquage des chiffres par Beullac.

Quant au personnel de l'ANIFOM (Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'Outre Mer) comprenant 900 employés non-titulaires, il est «habitué au remue-ménage en période électorale»; avant chaque élection, de nouvelles promesses sont faites en direction des rapatriés dans le but évident de gagner leurs suffrages.

Des consignes verbales, concernant un grand nombre de services ont été depuis longtemps, assorties de menaces en cas de non application, par la direction générale des impôts :

— Délai d'une semaine

pour l'envoi de la déclaration annuelle des revenus (au lieu des 2 ou 3 jours habituels)

— Ordre oral, aux agents des impôts de ne pas envoyer les notifications de redressement avant le 20 mars, tout en continuant de préparer les dossiers.

— Ordre oral, aux vérificateurs d'interrompre toutes les opérations de vérification de comptabilité.

— Interruption de toute poursuite pour non paiement de la TVA aux recettes des impôts.

Des ordres très précis ont été donnés à tous les Trésoriers Payeurs Généraux dans le but :

— D'accélérer les versements aux créanciers de l'Etat et notamment des remboursements des «trop perçus».

— De débloquer tout envoi de sommations ou commandements jusqu'après les élections.

— De transformer momentanément en «gratte papier» les huissiers du Trésor dont le rôle est de pratiquer la saisie et la vente des biens des contribuables «récalcitrants».

«Ces consignes verbales

représentent encore une escalade dans l'asservissement de l'Administration aux intérêts électoraux du pouvoir en place et nous voulons souligner que c'est la première fois que des ordres oraux aussi stricts sont donnés». La CFDT dénonce également les «instructions» reçues par les agents de la Direction des Prix visant à limiter au maximum les contrôles pendant la période électorale. «Mais à part ces consignes verbales il se passe aussi en matière de prix des choses intéressantes... qui ne se sauront officiellement bien sûr, qu'après les élections».

La CFDT veut dénoncer en effet les derniers indices des prix produits par Barre (0,3 et 0,5 %) dont le taux si bas s'explique par les nombreuses hausses retardées et qui ne tiennent pas compte de l'augmentation des prix industriels à la production 2,5 à 3,5 % au 1<sup>er</sup> février, dont l'effet ne sera répercuté sur les indices qu'au mois d'avril.

### LA SITUATION DES AGENTS DES FINANCES

Le Ministère des Finances se caractérise par une grande diversité de ses fonctions, du cadastre (impôts) à la redevance (ex-ORTF) en passant par l'INSEE, la Prévision, le contrôle des prix, les douanes, les fiscalités d'Etat ou locales, l'indemnisation des rapatriés (ANIFOM), la caisse des Dépôts et des dépenses publiques.

La situation est caractérisée d'une part par le blocage du pouvoir d'achat, général à l'ensemble du personnel de la Fonction publique mais également par le développement d'une véritable main d'œuvre intérimaire. (Nous développerons ce problème dans un prochain numéro du QdP).

La CFDT estime qu'il serait nécessaire d'embaucher :

— 12 000 agents pour les impôts, 12 000 pour le Trésor, 2 500 pour les Douanes, etc... pour pallier à un manque d'effectifs criant. Les conditions de travail ne cessent de se dégrader tandis que l'informatisation se développe à outrance, entraînant déqualification, parcellisation du travail, spécialisation accrue.

Après avoir dénoncé le refus de toute négociation de la part du Ministre, la fédération Finances de la CFDT dénonce les atteintes aux droits syndicaux et aux libertés et conclut par un appel au développement des actions syndicales.

Catherine MEGEVAND

Soisson

## 3 500 F pour cinq personnes

Soisson a proposé mardi soir dans un meeting qu'il tenait à Auxerre un débat public avec le PS : «Un débat public pourrait être organisé avec la participation pour l'UDF de M. J.-P. Fourcade. La discussion devrait porter, par exemple sur les conséquences de l'application du Programme commun sur le niveau de vie d'un cadre moyen, d'un ouvrier qualifié. Je suggère que ce débat soit arbitré par un jury d'universitaires spécialistes

d'économie et choisi en commun (...)». Puis Soisson s'est carrément moqué des travailleurs en déclarant : «Nous proposons de créer un revenu minimum qui mette à l'abri toute famille de trois enfants ou plus à l'abri du besoin, quelles que soient les circonstances. Oui, a-t-il ajouté sans honte, 3 500 francs par mois, garantis à toutes les familles de trois enfants, voilà notre réponse à tous ceux qui prétendent que

nous manquons d'imagination, de volonté et de générosité».

A propos de Mendès, Soisson a déclaré : «J'ai été mendésiste en 56 et j'ai toujours admiré chez M. Mendès-France la volonté et la lucidité de l'analyse. J'ai noté, a-t-il ajouté avec grand intérêt ses déclarations récentes selon lesquelles le SMIC à 2 400 francs tout de suite, ce n'est pas raisonnable.»

PS :

## Démission d'un responsable fédéral en Loire-Atlantique

Nous publions ci-dessous des extraits de la lettre adressée il y a 15 jours environ par Claude Jégo, membre de la direction fédérale du PS en Loire-Atlantique au premier secrétaire de sa fédération.

Son auteur parvient à un certain nombre de conclusions qui sont intéressantes.

Ce cas, bien sûr, n'est pas isolé : ne dit-on pas que dans nombre de sections et de cellules des partis de Mitterrand et Marchais, les militants sont deux

fois moins nombreux au cours de cette campagne qu'ils ne l'étaient au printemps dernier pour les municipales ?

Après avoir rappelé son passé — il milite depuis 66 au PS — et son appartenance au CERES, Jégo annonce qu'il démissionne...

«J'avais cru, comme beaucoup de ceux qui sont entrés au PS, qu'il était possible de faire «évoluer» le PC, que par la création d'un nouveau rapport de force entre les différentes composantes de

la gauche, le PCF se «démocratiserait».

Il m'apparaît aujourd'hui que notre analyse était fautive (...) Le PCF est un appareil bureaucratique totalitaire dont la visée évidente est la domination totale de la société moyennant l'appropriation de l'appareil d'Etat (...)

En entrant au PS (...) nous avions comme dessein politique, non seulement de redonner en France ses chances à un socialisme non autoritaire, non bureaucratique, en rupture avec les modèles passés, mais aussi d'extraire à jamais la politique du double langage, de la non-rupture avec le capitalisme. Et à ce niveau, je suis bien obligé de constater que l'équivoque demeure. La composition sociologique des dirigeants du parti, «ancien» sociaux-démocrates traditionnels alliés à l'arrivisme évident d'une génération de technocrates de la structure d'Etat, explique en partie ce phénomène sans totalement le recouvrir.

(...) Le Congrès de Nantes, sa préparation, son déroulement ont montré tout ce qui sépare le parti de son discours explicite (...) Est-ce l'autogestion qui sépare ainsi les militants en colleurs d'affiches d'un côté, exécutants des «basses besognes» et de l'autre en responsables politiques ? (...) Le fonctionnement interne du parti présuppose et fait apparaître comment se mettra en place le pouvoir de l'Etat PS. Le double langage, la non-rupture présupposent tous les renoncements et toutes les aventures droitières qui ne manqueront pas de se faire jour lorsque les élections seront gagnées (...)

### Interview électorale de Barre au Figaro

La classique interview de propagande électorale a été réalisée par Barre dans *Le Figaro*. Tellement spontanée, cette interview, que les intervieweurs laissent tomber cette question : «Quelles seraient les trois conséquences immédiates d'un tel choix ?» La complicité entre les journalistes et leur interlocuteur peut aller très loin. Rien de nouveau ne peut ressortir d'une telle prestation : il s'agit de l'argumentation électorale de l'UDF. Il s'agit d'abord de convaincre les électeurs que la victoire de la gauche serait dramatique car les impôts doubleraient.

#### PCF - PME

L'Humanité annonce qu'un petit patron a envoyé en soutien au PCF une somme de 10 000 F (actuels). C'est la misère.

L'Humanité publie également une lettre d'un autre petit patron qui apportera sa voix au PCF. Ce monsieur s'appelle... Bourgeois.

#### RADICALE—MENT A «GAUCHE»

Madame Perez, conseillère municipale de Vénissieux, radicale de gauche, appelle à voter pour Houel, candidat PCF aux législatives. On ne peut pas dire que le MRG parle d'une seule voix.

# 12 mars En lisant leurs programmes : CHIRAC : «PLUS LA FICELLE EST GROSSE MOINS ELLE CASSE»

Le 5 décembre 1976, à Versailles, Chirac met en place ce qu'il appelle le «Rassemblement pour la République». Cela révèle l'incapacité des partis bourgeois de droite à s'entendre sur un projet d'ensemble, cohérent, visant à maintenir leur domination sur la société. Non que sur le fond, ils ne soient pas d'accord — leur objectif commun est bien de tout faire pour prolonger la survie de l'impérialisme français, frappe par la crise. Mais, face à l'accumulation de contradictions qu'ils sont bien incapables de résoudre, ils divergent sur la manière de piloter à vue ! Ils sont ainsi contraints d'étaler leurs contradictions, tout en s'accusant mutuellement de porter la responsabilité des divisions. Voilà bien qui marque leur usure, et plus profondément l'usure d'une société qui a fait son temps. Dans ces conditions et face à la possibilité d'une victoire de la gauche aux prochaines

législatives, face à la perspective d'une déstabilisation du rapport des forces entre les partis bourgeois de droite mais aussi de gauche, face à un très probable développement des luttes dans les mois qui viennent, Chirac tente de se présenter comme un recours pour la bourgeoisie, avec son parti profondément réactionnaire. Non pas qu'il soit en mesure de présenter une alternative bourgeoise qui puisse colmater les brèches qui apparaissent dans la majorité — de son propre aveu, il n'a pas de programme ! — mais il prétend rassembler ce qu'il y a de plus réactionnaire dans la classe pour faire face au développement des luttes de la classe ouvrière ou aux tentatives des partis de gauche, notamment le PCF, de s'emparer du pouvoir.

Mais il est difficile de rendre compte des positions du RPR, et ceci pour une raison

assez simple, c'est que généralement, celles-ci restent très floues. Les thèmes ressassés dans les discours chiraquiens se résument rapidement : il faut renforcer l'autorité de l'Etat face au péril collectiviste, représenté par les partis de gauche ! A cela s'ajoute une exaltation de la fonction des classes moyennes et un flot de démagogie en direction notamment de la classe ouvrière.

Enfin, Chirac emploie à l'occasion un double langage : en plus de ses aspects ouvertement réactionnaires, il en vient à évoquer des questions sensibles au peuple. Pourquoi faire ? Lui-même, parodiant le ministre de la propagande nazie, en a livré le secret : «Plus la ficelle est grosse, moins elle casse», dit-il. Peut-être ; mais les siennes sont un peu trop visibles.

**«Si vous ne trouvez pas de travail, c'est que vous n'en cherchez pas»**

Pour situer cette question, nous pouvons partir de déclarations significatives de Chirac à cet égard : en août 77, il disait à Périgueux : «Comment serait-il impossible d'assurer un emploi à chaque Français dans un pays qui compte deux fois plus de travailleurs immigrés que de demandeurs d'emplois ?»

Par ailleurs, il demandait que soient créés les conditions pour que les «emplois traditionnellement abandonnés aux étrangers puissent être occupés par des Français».

Le 23 février 76, alors premier ministre, il accusait un chômeur qui l'interpellait sur TF 1 : «Si vous ne trouvez pas de travail comme ajusteur, c'est vraiment que vous n'en cherchez pas. Un pays dans lequel il y a 900 000 chômeurs mais où il y a deux millions de travailleurs immigrés n'est pas un pays dans lequel le problème de l'emploi est insoluble». Et il ajoutait le 25 juillet 1976 : «Il faut faire la chasse aux abus, renforcer les contrôles» et par ailleurs : «Il faut assainir les conditions d'indemnisation du chômage».

Voilà qui est clair, les responsables du chômage, ce sont les ouvriers, ouvriers immigrés d'une part, ouvriers français d'autre part, qui ne font pas l'effort de trouver du travail. La solution chiraquienne consiste donc à expulser les travailleurs immigrés, à sanctionner les ouvriers français, suspects d'être volontairement chômeurs.

Mais on peut rapprocher ces déclarations de discours démagogiques, notamment celui à Egletons, en octobre 76, où Chirac déclarait : «Ce droit au travail doit entrer dans les faits, et c'est pourquoi je vous propose pour les années qui viennent de dire solennellement non au chômage» (sic). Cet apprenti-dictateur espère ainsi utiliser la révolte d'ouvriers accusés au chômage pour les entraîner dans l'orbite des forces réactionnaires qu'il organise.

Cependant, nous pouvons rapporter ces propos à ce qu'a fait Chirac quand il était au gouvernement. En 1967, il était secrétaire d'Etat à l'emploi... Dès cette année-là, on assistait à une recrudescence importante du chômage dans notre pays : augmentation que ne pouvaient masquer les pouvoirs publics qui étaient contraints de reconnaître un accroissement de 44 % de demandes d'emploi non satisfaites et un nombre de chômeurs dépassant les 500 000. Le 9 septembre 1967, au bassin de Longwy, Chirac annonçait la reprise et la création d'emplois, il précisait qu'une complète rénovation de la sidérurgie lorraine serait mise en œuvre pour une échéance de dix-huit mois à deux ans ! Et du point de vue de l'emploi, sinistre bilan que celui de la période où Chirac est premier ministre. D'après les chiffres de la bourgeoisie, en 1974 et 1975, le nombre de demandeurs d'emplois s'est accru de 119 %, avec plus de 300 000 travailleurs qui ne sont pas reconnus comme chômeurs, car non-inscrits à l'ANPE, ayant renoncé à trouver un emploi. Et la durée moyenne du chômage a plus que doublé de juin 1974 à mars 1976, passant de 64 jours à 131 jours. Voilà ce qu'a produit en réalité la politique chiraquienne, et cela, nombre de travailleurs en ont fait l'amère expérience...

## LA «PARTICIPATION» DES ASSASSINS

Parti de la droite musclée, le RPR essaie de masquer son véritable visage et tente de se constituer une clientèle électorale dans les entreprises. Pour cela, il s'est doté d'un organisme qui se présente sous le sigle «Action ouvrière et professionnelle», dirigé par Dechartre, ancien ministre, exclu du gouvernement après un scandale immobilier ; il a pour adjoint Georges Rappeorky, chef d'entreprise ! Chirac a prétendu faire parler un ouvrier du livre dans un film présenté à la télévision, il s'agissait en réalité d'un membre CFT de Citroën. Le centre «RPR entreprises» qui étudie le dossier de la réforme de l'entreprise est constitué sur la base des situations sociales suivantes : 12 PDG, 26 directeurs de société, 10 cadres de haut niveau, 6 ingénieurs, 9 hauts fonctionnaires, 2 CFT, etc... Que déclare ces gens-là ? «Il est temps pour ceux qu'anime la foi dans l'héritage du gaullisme de renouer avec les travailleurs de ce pays le dialogue de la vérité et de la confiance !». Et Chirac précise «Il ne sera pas porté atteinte à un principe essentiel qui est celui de l'autorité et de la responsabilité du chef d'entreprise ! Et Dechartre rajoute «la fonction de l'encadrement, essentielle à l'impulsion ou à la bonne marche de l'entreprise doit être

reconnue et renforcée». Quant à la participation elle exige selon le RPR la présence dans les conseils d'administration de «représentants authentiques des salariés délivrés de toute allégeance patronale et de toute pression syndicale» Ce qui signifie en clair des représentants dans la CFT, commandos du SAC, bandes de nervis organisés contre les piquets de grève et les travailleurs en lutte.

Les discours de Dechartre viennent préciser les



Après l'assassinat de Pierre Maître par le SAC : manifestation des ouvriers de VMC à Reims.

objectifs et les positions ; le 1<sup>er</sup> juin 1977, il indiquait à propos de «RPR entreprise» : «Le problème est bien d'aider d'une façon positive et pressante, la majorité à gagner les élections législatives» ; et le 23 février 1976, à la télévision, il disait «on devrait ouvrir droit au licenciement d'un ouvrier qui ne respecterait pas les règles de sécurité». Enfin, il voyait dans la participation, la possibilité pour les ouvriers de participer au financement de l'entreprise ! Mais le même Dechartre n'hésitait pas à déclarer à une réunion : «La participation, base d'une nouvelle politique sociale, une politique qui dise «non au chômage», non à la fatalité du chômage. Le chômage qui corrode tout, détruit la famille, avilit l'homme et saccage sa dignité». «La participation, conquête morale... le plus fort et le plus réaliste des arguments de productivité... Participation accrue des travailleurs aux résultats des entreprises aussi qu'au capital de

leur association, notamment pour les cadres, aux responsabilités de la gestion». Voilà qui précise sans doute un peu les véritables objectifs de la participation à la Chirac !

Mais la signification de celle-ci s'éclaire sans doute de la politique de Chirac quand il était chef de gouvernement : agressions multiples de CRS contre les usines occupées, licenciements de délégués et d'ouvriers combattifs, assassinat de paysans lors de manifestation, gigantesque provocation, lors de l'affaire des comités de soldats, dirigée contre la CFDT ; à cela il faut ajouter les campagnes sur l'insécurité des Français, l'amalgame entre le banditisme et les actions combattives de la classe ouvrière et des petits paysans. Malgré sa démagogie outrancière, le RPR ne peut manquer d'apparaître pour ce qu'il est : une machine de guerre dirigée contre la classe ouvrière, dirigée contre le mouvement de masse.

## Ecoles normales de Digne et d'Aix-en-Provence en grève

Les écoles normales de Digne (Alpes de Haute-Provence) et Aix en Provence sont en grève depuis 7 jours.

Les Normaliens ont déclenché le mouvement pour exiger des postes en fin d'études et qui correspondent à leur niveau pédagogique.

A Digne, l'inspecteur d'Académie a refusé de recevoir la délégation de grévistes venue lui apporter les revendications, demandant à ceux-ci de mettre fin à leur mouvement pour pouvoir entamer les négociations, et qu'il ne recevrait qu'une délégation de responsables départementaux du SNI et du SGEN.

Les Normaliens ont refusé ce principe, affirmant qu'ils n'accepteraient pas de négociations par-dessus leur tête.

A Aix, le mouvement est coordonné avec Digne pour les mêmes revendications.

### LES NORMALIENS OCCUPENT LES LOCAUX

Les grévistes dénoncent le manque de formation pédagogique qui ne leur permet pas d'assurer dans de bonnes conditions les cours pour l'enfance inadaptée, ou autres cours qui demandent une certaine «spécialisation».

Parallèlement, ils dénoncent la précarité de l'emploi (par des postes de vacataires ou d'auxiliaires), le manque de postes (un normalien sur deux est chômeur à la sortie) alors que les classes sont souvent submergées.

Pierre CHATEL

## Conseil des ministres renforcement de la sécurité et de l'ilôtage

Dans son dernier tour de piste avant les élections, le conseil des ministres a entendu une communication de Bonnet, ministre de l'Intérieur, sur le thème de la «sécurité». Après avoir repris le matraquage habituel sur la montée de la criminalité, Bonnet a proposé un certain nombre de mesures qui ont été approuvées dans l'enthousiasme général par le Conseil. Des patrouilles spéciales seront constituées dans les zones les plus «dangereuses» de France, mentionnées dans le rapport de Peyrefitte : les sept départements de la région parisienne, les villes de Lyon, Marseille, Strasbourg. L'effort sera porté sur les grandes cités, les ZUP, et les villes «nouvelles».

700 nouveaux postes sont créés répartis entre la police et la gendarmerie pour accomplir ces besognes. Enfin l'ilôtage va être considérablement renforcé.

## Fresnes : un nouveau quartier de condamnés à mort

Un quartier de condamnés à mort a été prévu à Fresnes et des aménagements spéciaux ont déjà été réalisés. Il serait destiné à accueillir les condamnés à mort de la région parisienne. C'est une des mesures de restructuration des prisons.

## Médecins contre le nucléaire

180 médecins ont signé un manifeste dans lequel ils demandent qu'aucune nouvelle installation ne soit créée jusqu'à plus ample informé et que la construction du réacteur Super-phénix soit arrêtée. Le D<sup>r</sup> Brière, professeur de médecine nucléaire, qui présentait ce manifeste dans une conférence de presse a dit son étonnement devant les affirmations attribuées à des sommités médicales que l'on trouve dans les brochures EDF selon lesquelles il n'y aurait pas de risques et présentant des certitudes. «Nous enseignons précisément le contraire. Car les risques, personne actuellement ne peut les évaluer. Par contre, on en connaît le caractère irréversible.»

## Incendie à l'hôpital psychiatrique de Vinatier (Lyon)

# MORTE, ATTACHEE SUR UN LIT

Incendie mardi matin à l'hôpital psychiatrique du Vinatier à Bron, près de Lyon. Les infirmières viennent de prendre leur service, vers six heures du matin, lorsqu'elles entendent des cris et sentent une forte odeur de fumée.

Un incendie a éclaté au premier étage, dans un dortoir qui abrite quinze malades grabataires, pour qui il est impossible physiquement de marcher, donc de fuir.

Les pompiers ont eu beaucoup de mal à dégager les malades, compte-tenu de la fumée épaisse qui rendait l'accès du dortoir très difficile. A 6 h 30, ils maîtrisent enfin le sinistre. Pour deux malades, il est malheureusement déjà trop tard.

Olga di Folce, malade classifiée «excitée» par les psychiatres, était attachée sur son lit par des sangles qui lui immobilisaient les pieds. Le mégot d'une cigarette qu'elle venait probablement de fumer était tombé sur son matelas, un matelas emballé

d'une housse en polyester, comme cela se pratique dans beaucoup d'hôpitaux «pour éviter que les matelas ne se salissent... Il a pris feu comme une vraie torche!

Empêchée de tout mouvement, la malheureuse a dû périr asphyxiée par les gaz. Une autre malade, Marie-Claude Monney, intoxiquée par les mêmes gaz, est dans un état jugé très grave. Et mardi soir, Madame Georges décédait des suites de ses brûlures.

57 malades ont dû être transférés par ail-

leurs à l'hôpital Edouard Herriot de Lyon. Une enquête a été évidemment ouverte par la police, mais dans l'hôpital, tout le monde aujourd'hui sait les véritables causes de ces morts : dans la nuit de lundi à mardi, il y avait seulement deux infirmières pour s'occuper de... 59 malades logés sur deux étages différents! Sur ces 59 malades, la moitié sont âgés de plus de 65 ans, ce qui rend leur évacuation très difficile en cas d'incident.

Depuis longtemps, les syndicats réclamaient que les grabataires soient logés au rez-de-chaussée et non au premier étage. Ceci n'a pas été fait. Comme on le voit, il n'est pas possible, dans une affaire aussi tragique que révoltante comme celle-ci, de parler de «concoeurs malheureux de circonstances».

Un accident du même type avait eu lieu, rappelons-le, il y a quelque temps dans un hôpital psychiatrique de Marseille. Faisant silence sur la pénurie d'effectifs, le préfet des Bouches-du-Rhône avait à l'époque «réquisitionné» purement et simplement tout le personnel de service où avait eu lieu l'incendie. Histoire de montrer que «l'enquête» était menée et de détourner les soupçons sur le personnel hospitalier!

Simone Veil aime, en ces temps électoraux, à rappeler les efforts qu'elle a «consentis» pour l'humanisation des hôpitaux. Ces faits tragiques et successifs viennent s'inscrire durement en faux contre ces assertions démagogiques et rétablir la stricte vérité.

Pierre PUJOL

## Suites de l'affaire Willoquet

# POLEMIQUE SUR LA REFORME DES JURYS D'ASSISES

La polémique continue, après la déclaration publique des 4 jurés du procès de Martine Willoquet (cf QdP du lundi 6 mars). Devant l'académie des Sciences morales et politiques, Georgie Myers Aubrytin, avocate, a plaidé en faveur du retour à la loi de... 1932 autorisant la consultation de la défense en cas de malentendus possibles. Cette proposition médiocre est reprise par le bâtonnier Brunois.

Du côté du ministère de la «Justice», on laisse entendre qu'une

réforme des jurys d'Assises serait déjà dans les cartons du Gardes Sceaux... Enfin Pelletier, secrétaire d'Etat auprès de ce dernier, a évoqué un projet de loi qui prévoit entre autres l'augmentation du nombre de femmes dans les jurys. D'autre part, les critiques se font de plus en plus vives contre les jurys d'Assises : en particulier sur leur mode de désignation. Actuellement, ils sont au nombre de 37 par session d'Assises et tirés au sort sur des listes établies par le mai-

re, comprenant pour l'essentiel des notables, commerçants et des retraités. Le projet Peyrefitte comporterait l'élargissement de la «représentativité» de ces jurys (établis par exemple sur les listes électorales). Mais le pouvoir se donne deux garanties. D'abord, seuls le président et ses deux assesseurs pourraient assister aux délibérations des jurés. Ensuite, la participation élargie des femmes, dont la proportion pourrait aller jusqu'à la moitié du nombre de jurés, serait un facteur

de «conservatisme et de fermeté». Sur la base de sondages effectués à l'occasion de la campagne sur la sécurité, ou à l'occasion de condamnations à mort, cette tendance serait nettement apparue.

Le gouvernement espère ravalier l'image de marque de la justice de classe et par le biais de la collaboration de classe, «stabiliser» un peu un appareil judiciaire sérieusement ébranlé par la crise. Une tentative au succès plus que douteux.

# AGRESSION RACISTE AU SILLON DE BRETAGNE

«Bouge pas sinon on te descend !»

22 heures 30, dimanche 19 février 1978 au Foyer Soleil, avenue des Thébaudières au Sillon de Bretagne. M. X, travailleur immigré, sort de sa chambre pour aller aux toilettes.

A peine sorti, il s'entend ordonner de lever les mains et de ne pas bouger «sinon on te descend» précise le gendarme qui lui plante son revolver dans les côtes.

Le même gendarme ordonne à M. X de le suivre dans la 4 L qui stationne à

côté. Après avoir refusé poliment mais fermement «d'obtempérer», M. X n'insiste pas devant les coups qui commencent à pleuvoir. Gardant son sang-froid, il avance, le revolver dans les reins, les mains en l'air.

Dehors, les gens demandent aux gendarmes de relâcher M. X, innocent : refus ! Violence et menaces pleuvent, insultes aussi : «Sale bougnoul», «Sale race», «On en a marre de votre g...». On en passe du même genre. Accusé d'avoir volé une

voiture, M. X nie ; nouvelles insultes et menaces : «Retourne dans ton pays, sale Arabe». De guerre lasse et devant la bonne foi évidente de M. X, on lui relève son identité et on le relâche.

Cette histoire, on la raconte quotidiennement dans les arrière-salles de cafés, on hoche la tête. «C'est comme ça la vie». C'est le lot de l'immigré, trop bronzé, trop crépu, trop noir, trop d'accent, en définitive, trop différent.

D'habitude, on en reste

là. Mais cette fois-ci, le travailleur immigré auquel cette histoire est arrivée refuse de baisser la tête, de prendre ça comme un supplément normal aux brimades de toutes sortes dont il est déjà l'objet en France.

Le Foyer Soleil estime qu'un tel fait qui constitue une violation de domicile condamnable en soi, peut créer un précédent (45 % de ses résidents sont des travailleurs immigrés).



## Carter : pas de force fédérale contre les mineurs pour le moment

Carter a fait savoir mardi qu'il n'envisageait pas pour le moment d'envoyer des forces fédérales contre les mineurs en grève qu'il vient de réquisitionner.

Il a envoyé aux gouverneurs des Etats des messages leur recommandant «de faire appliquer la loi et d'éviter la violence» ajoutant : «la responsabilité reste entre vos mains».

En fait, Carter a pris des responsabilités en première ligne contre les travailleurs, d'abord en tentant d'organiser lui-même les négociations, et en pesant de toute son autorité ensuite en faisant appel à la loi Taft-Hartley pour réquisitionner, après le rejet de l'accord par les grévistes.

Maintenant, il semble vouloir rejeter la responsabilité de la représen-

sion sur les Etats.

Des porte-paroles de certains Etats ont affirmé que les forces de police locales pourraient assurer la «liberté du travail» des jaunes, mais que l'évacuation du minerai ne pouvait être garantie. De plus, dans certains Etats (Kentucky, Pennsylvanie), les forces de l'ordre («garde nationale») sont constituées d'un nombre appréciable de mineurs

qui y font des périodes.

Le recours à une force fédérale pourrait être un nouveau pas de Carter dans son escalade contre les mineurs. Rappelons que ceux-ci ont, déjà, à trois reprises (deux fois en 1948, une fois en 1949) ignoré les ordres de réquisitions du gouvernement décrétés en vertu de la loi Taft-Harley.

## L'insurrection de Tabriz

# LA COLERE POPULAIRE MONTE EN IRAN

Depuis l'été dernier, les luttes populaires en Iran ont connu un nouvel essor et ont pris un caractère politique remettant en cause directement la domination impérialiste et le régime réactionnaire du chah.

À la fin de l'été dernier, les masses populaires ont lutté pour préserver leurs logements, dans les quartiers pauvres de la périphérie de Téhéran, contre les plans «d'urbanisation» du gouvernement et du chah. Cette lutte a mobilisé 800 000 habitants de ces quartiers, en majorité des ouvriers, qui ont déclenché des manifestations de rue violentes, occupé les mairies, séquestré les maires et fait

reculer le gouvernement et le chah. Cette victoire, obtenue au terme de trois années de luttes sanglantes contre les bulldozers de la mairie a marqué le début de l'offensive populaire.

En octobre, une série de grandes manifestations ont secoué les villes comme Téhéran, Rey, Ghom et Chiraz. Jusqu'à 15 000 personnes ont défilé dans les rues aux cris de «A bas le régime fasciste du chah».

Les 15 et 16 novembre, alors que le chah était en visite officielle aux USA, plus de 10 000 personnes, en majorité des étudiants ont manifesté pour protester contre la répression et la dictature. C'est là que

les bandes armées en civil que le chah appelle «les Ouvriers Patriotes» ont fait leur apparition, faisant 16 morts parmi les manifestants.

Les étudiants et l'ensemble des forces populaires ont répondu par des grèves générales. L'armée a investi toutes les universités, sans pouvoir arrêter l'agitation qui s'est poursuivie dans tout le pays.

Au mois de janvier, les élèves de l'École théologique, les musulmans progressistes et la population de Ghom ont défilé dans les rues aux cris de «A bas le régime du chah, vive le peuple iranien», «Vive Ayatollah Khomeini» (grand leader musulman progressiste en exil).

L'armée est intervenue à l'aide des tanks et des hélicoptères pour mitrailler les manifestants. Plus de 100 personnes ont été tuées.

A Tabriz, le peuple iranien commémorait le 40<sup>e</sup> jour de la mort des martyrs de Ghom. Le peuple iranien a manifesté sa colère en s'insurgeant. Cette insurrection renoue avec les traditions de combat révolutionnaire qui ont marqué la révolution démocratique nationale du début du siècle.

Au cours de la journée du 18 février, les batailles de rue d'une violence sans précédent ont éclaté dans les quartiers de Tabriz. Les masses ont pris pour cible les centres administratifs de l'impérialisme et du régime du Chah. Partout à l'initiative, le peuple a tenu tête toute la journée du 18 février et toute la nuit jusqu'au lendemain à l'aube, aux troupes, aux hélicoptères et aux tanks de l'armée.

L'insurrection de Tabriz a marqué une nouvelle étape dans la lutte du peuple iranien.

## Tunisie, travail forcé pour les jeunes

Le Parlement tunisien a voté une loi instituant le service civil en Tunisie.

Au titre de cette loi, tout Tunisien âgé de 18 à 30 ans qui ne peut pas justifier d'un emploi, ou n'est pas inscrit dans un établissement scolaire ou un centre de formation professionnelle sera astreint à un service civil d'une durée indéterminée.

Ce projet à l'étude depuis deux ans par le gouvernement de Bourguiba a été voté à la suite des émeutes sanglantes du 26 janvier dernier.

Il vise à encadrer et réprimer la jeunesse et le mouvement de masse. Il permet aux autorités tunisiennes d'appréhender n'importe quel tunisien de 18 à 30 ans «désœuvré» et de l'envoyer au travail forcé.

## ZAÏRE : 67 OFFICIERS ET 24 CIVILS VONT ÊTRE JUGÉS

Mobutu a annoncé dans une communication à une agence de presse que 91 personnes qui avaient tenté de constituer «un mouvement terroriste» allaient comparaître devant une juridic-

tion qui n'est pas bien précisée.

Ces personnes, 67 officiers et 24 civils, auraient comploté contre le Zaïre avec l'aide de pays étrangers dont un pays africain.

## Corne de l'Afrique

Les services de renseignements américains ont confirmé la chute de la ville de Jijiga, position stratégique en Ogaden. Cette chute n'est plus démentie par le FLSO.

De son côté, le président somalien Siad Barre a déclaré : «On peut reculer face aux forces étrangères, mais non face aux Abyssins».

Cette offensive contre Jijiga a été en effet largement le fait d'unités cubaines ; elle était en outre appuyée par plusieurs dizaines de raids aériens de Mig soviétiques.

Les torques éthiopiennes et soviéto-cubaines pourraient profiter de cet avantage sur le front de l'Ogaden pour

lancer une deuxième offensive contre le mouvement de libération en Erythrée. Les forces de libération n'ont pas en effet perdu les positions qu'elles avaient prises à la fin de l'année dernière, contrôlant l'essentiel du pays, les troupes d'occupation étant encerclées à Asmara et dans la base navale de Massawa. Le moral de ces troupes étant très bas (de quinze à vingt désertions par jour selon le FPLE), il est probable que les troupes d'intervention soviéto-cubaines vont débarquer massivement pour faire contre le peuple érythréen une guerre que l'armée éthiopienne ne veut plus faire.

## Un tract diffusé clandestinement en Palestine occupée

### «A bas la conspiration»

Ce tract diffusé par exemple à Jérusalem ou Haïfa malgré l'omniprésence de l'occupant sioniste, est daté du 28 janvier dernier : il témoigne de l'intensité de la résistance actuelle, au cœur de la Palestine, aussi bien face à l'occupation que face aux tentatives de liquider la cause palestinienne.

Ce document est tiré du bulletin d'information «Nouvelles de l'intérieur» de février.

«Les dernières années ont vu s'intensifier les efforts de l'impérialisme et de ses alliés dans la région pour liquider notre problème palestinien et dompter nos masses arabes afin d'assurer la poursuite de la domination impérialiste.

Parmi les traits dominants de cet effort impérialiste, il y a eu la tentative d'imposer des solutions de capitulation à la région sur la base des résolutions du Conseil de Sécurité 242 et 338, qui sont incompatibles avec les droits et les intérêts de notre peuple arabe palestinien et de notre nation arabe.

Afin d'exécuter ce dessein liquidateur, l'impérialisme a mis en œuvre tous ses agents, afin que chacun tienne son rôle dans ce complot unique. Afin d'assurer le silence arabe face à ce complot, les agents de l'impérialisme au Liban, représentant les forces isolationnistes, avec l'assistance du sionisme et des régimes arabes serviles, ont perpétré les massacres fascistes contre notre peuple arabe palestinien et sa révolution, ainsi que contre les masses du peuple libanais et son mouvement national. Les Etats arabes ont, eux aussi, utilisé tous leurs appareils de lavage de cerveau pour convaincre les Arabes de la possibilité de coexister pacifiquement avec les ennemis historiques de la nation, et de l'inutilité de la lutte contre eux pour libérer les richesses arabes, la terre arabe et la nation arabe.

Le régime de Sadate a joué un rôle important dans l'exécution de ce dessein de liquidation (...)

Sadate a ouvert une page nouvelle dans l'histoire de la trahison. Pour la première fois dans l'histoire de la nation arabe, un dirigeant arabe s'aventurait à visiter la patrie occupée en public.

La visite de Sadate au parlement sioniste est le couronnement de son itinéraire de trahison, et son renoncement final à son engagement national, ainsi que la porte ouverte à une série de concessions dangereuses qui sont même en contradiction avec ses propres déclarations par le passé. Ceci a été rendu évident dans ses discours et ses positions à l'égard de l'OLP, le seul représentant légitime du peuple arabe palestinien. Sadate ne s'est pas seulement contenté d'attaquer l'OLP, mais il a également violé les résolutions du sommet de Rabat, en donnant à un groupe d'agents qui vinrent se presser aux portes de sa capitale le droit de représenter notre peuple, avec l'intention de liquider l'OLP.

Ces tentatives fébriles du régime de Sadate et de ses maîtres de liquider l'OLP et de lui créer des substituts dociles tendent à imposer des solutions capitulatrices et à liquider définitivement notre problème palestinien. Et les propositions de Begin, avec la plaisanterie intitulée «auto-administration» pour la Cisjordanie, agrémentée de liens avec le régime hachémite et l'entité sioniste, constitue une claire illustration de cette tendance—et tout cela se passe sous le drapeau de l'instauration d'une paix juste ! Une paix juste ne pourra être instaurée que par la restauration des droits nationaux légitimes du peuple arabe-palestinien, et tous les complots actuellement tissés contre nous sont voués à l'échec.

Nous, en tant que partie inaliénable du peuple arabe-palestinien, élevons bien haut la voix, pour déclarer clairement notre refus de ce complot, et de tous les projets et programmes de liquidation. Nous déclarons également que ce groupe d'agents et leur délégation ne représentent rien d'autre que la volonté de leurs maîtres, et que le seul représentant légitime de notre peuple arabe palestinien est l'OLP.

Le devoir national exige aujourd'hui des masses de notre peuple de s'opposer avec détermination et lucidité à ces desseins et aux tentatives de contourner l'OLP comme notre seul représentant légitime, et de rejeter tous les règlements impérialistes qui menacent le droit légitime de notre peuple.

A bas le complot impérialiste, sioniste et réactionnaire !

Vive la détermination de notre peuple arabe palestinien !

Le mouvement des enfants du pays  
Le comité des étudiants arabes - Jérusalem  
Le Comité des étudiants arabes - Haïfa

## INTERNATIONAL

## Corne de l'Afrique : Jijiga est tombée

La chute de la ville de Jijiga, importante position qui contrôlait l'Ogaden a été confirmée par la radio somalienne. Selon les premiers récits de la bataille qui s'est produite la semaine dernière et en début de semaine, la ville a été encerclée par une unité de plus de cent chars d'origine soviétique, l'armée de l'air et l'artillerie lourde ont bombardé longuement la ville, dont toute la population civile s'est enfuie en accompagnant le retrait des forces somalies. Selon toutes les apparences ce sont les Cubains qui ont assuré toute la logistique, notamment radio : les communications entendues par diverses sources à Djibouti notamment étaient en espagnol. La direction militaire par contre revenait manifestement aux Soviétiques : le général Petrov, l'un des principaux généraux de l'armée russe est sur place, il a installé son QG à Dire Dawa à une centaine de kilomètres de Jijiga et d'où partaient notamment les avions. La bataille elle-même s'est déroulée selon les observateurs militaires dans le plus pur style des académies militaires soviétiques.

## USA-Yougoslavie : des armes en discussion

Les USA vendront à la Yougoslavie une partie des armes qui lui sont demandées. La liste présentée par les Yougoslaves à l'occasion du voyage de Tito devait être discutée jeudi au cours d'une rencontre de Tito avec Carter et Brown, le ministre US de la défense et entre les deux ministres des affaires étrangères. L'une des demandes les plus importantes comprend d'une part un système complet de défense navale, des missiles anti-chars Dragon, ainsi que des fusées Maverick et Harpoon. Ces deux dernières armes ne seront probablement pas fournies à la Yougoslavie, les USA craignant que les Soviétiques puissent de ce fait les connaître. Autre limite importante : cette liste dépasse et de loin le plafond fixé par Carter de 15 millions de dollars pour les livraisons d'armes à la Yougoslavie et il est vraisemblable que les missiles anti-chars et un système perfectionné de télécommunications l'atteindra. Ce qui représenterait une progression spectaculaire de toute manière : en 1977, les États-Unis n'ont vendu que pour 275 000 dollars d'armes à la Yougoslavie.

Cet essor des fournitures militaires américaines à la Yougoslavie est la conséquence de la rivalité entre les USA et l'URSS. « *L'indépendance et l'intégrité territoriale de la Yougoslavie constituent l'un des fondements essentiels de la paix mondiale aujourd'hui et pour l'avenir* », a affirmé Carter à Tito.

## Pologne : vingt condamnations

A Wrocław, 27 personnes comparaissent lundi et mardi devant le tribunal ; elles avaient été arrêtées dimanche dans l'appartement d'un opposant au cours d'une réunion qui s'y tenait. L'un des participants a été condamné à sept jours de privation de liberté. Les autres ont été condamnés à de fortes amendes de 1 000 à 5 000 zlotis.

A Gdansk, le tribunal a condamné une personne à trois semaines de privation de liberté pour « résistance aux forces de l'ordre » lors d'une descente de police dans une réunion semblable à celle de Wrocław. Ces deux réunions étaient organisées par le comité de défense des ouvriers, KOR.

## Proche-Orient : fin de la mission US

Le bilan des navettes du mini Kissinger américain, Altherton est très mince. Il a visité la plupart des capitales arabes, et fait plusieurs fois l'aller retour Jérusalem-Le Caire dans l'espoir de ranimer les conférences israélo-égyptiennes et de rassembler autour de Sadate quelques régimes. Rien n'y a fait. Ni l'un ni l'autre des objectifs n'a été atteint et le principal régime qu'il intéressait les Américains de voir près de Sadate, le régime jordanien est moins que jamais décidé à se nouer : Hussein a déclaré que l'initiative de Sadate a créé une situation confuse dans laquelle n'importe quel événement y compris une nouvelle guerre peut survenir.

## Grèce-Turquie : sommet

Vendredi et samedi les deux premiers ministres turc et grec vont se rencontrer à Montreux pour trouver des points d'accord entre les deux pays. Depuis l'invasion de Chypre par les troupes turques une tension persistante s'est installée et porte sur plusieurs points : Chypre, le partage de la mer Egée et la militarisation des îles grecques proches des côtes de Turquie. Bien qu'aucun ordre du jour n'ait été établi ce sont ces problèmes qui constituent l'essentiel des discussions.

## TRIBUNAL RUSSELL : UNE INITIATIVE CONTRE LES VIOLATIONS DES LIBERTES EN RFA

### Le procès de Klaus Croissant s'ouvre ce jeudi

« Nous avons parlé à plusieurs reprises du 3<sup>e</sup> tribunal Russell » qui traitera de la violation des droits de l'homme en R.F.A. Nous avons parlé notamment des mesures d'intimidation et de diffamation lancées contre le tribunal de la part du gouvernement et du syndicat DGB (voir article du 20 février). Effectivement, ces mesures de répression sont significatives de la situation politique en Allemagne fédérale et ne font que justifier l'importance du tribunal qui doit s'y tenir à partir du 28 mars.

Ce tribunal, qui doit être une tribune de dénonciation des nombreuses violations des libertés démocratiques en RFA, se tiendra alors que s'ouvre le procès de Maître Klaus Croissant, et que le procès de Maître Groenwold n'est même pas encore achevé : deux procès qui, rappelons-le, visent à assimiler automatiquement les avocats d'une défense politique à des terroristes.

Il semble important d'essayer de déterminer le rôle que peut jouer ce tribunal dans la lutte démocratique et révolutionnaire en RFA.

Le jury et le secrétariat de ce nouveau tribunal Russel ne sont pas isolés ; il y a des groupes et des initiatives de soutien dans toutes les grandes villes ouest-Allemandes. Mais, surtout, on se pose la question : dans quelle mesure cette manifestation

internationale peut nous faire avancer dans nos luttes, c'est la question de la portée exacte du tribunal Russel. Tout d'abord, il faut savoir que les objectifs du tribunal sont très limités : selon les déclarations du secrétaire, il s'agit d'examiner la situation dans un « *Etat démocratique qui garantit dans sa constitution les libertés démocratiques et la réalisation des Droits de l'Homme, mais qui, actuellement, suit une mauvaise voie* ».

En partant de là, le tribunal traitera de trois problèmes bien précis : des interdictions professionnelles, des changements du Code pénal et des limitations de la liberté d'opinion. Tout autre problème, comme la répression quotidienne dans les entreprises, ou la pratique de la centrale syndicale DGB qui consiste à exclure

des rangs du syndicat tout adhérent membre d'une organisation révolutionnaire, ne figurera pas à l'ordre du jour.

Le tribunal s'adressera à un public très large mais sans rentrer dans un débat sur la nature de l'Etat capitaliste et ce que peut être la voie révolutionnaire en Allemagne. C'est pour cela que certains groupes de l'extrême-gauche refusent tout soutien au tribunal en déclarant que « *ce n'est pas un jury quelconque qui fera changer la situation en RFA, mais seulement la lutte de classe* ». D'autres, comme le KPD, parti communiste allemand, qui se réclame du marxisme-léninisme, et le KB (Union communiste), considèrent le tribunal comme un point de départ pour entamer un débat qui doit aller plus loin.

Beaucoup de groupes de soutien au Tribunal Russel organisent leur travail indépendamment du cadre fixé par le jury. Ainsi, un groupe à Marburg, vient de faire paraître une brochure d'information sur toutes les mesures de répression ; un groupe à Cologne appelle à un meeting sur les pratiques d'exclusion du DGB ; d'autres

groupes travaillent sur la situation des femmes, d'autres encore sur celle des étrangers, et partout est posé le problème d'une nouvelle stratégie révolutionnaire qui vise au-delà de la tenue du tribunal. C'est un projet très important dans une situation qui est caractérisée par une vague de procès politiques, par l'adoption de lois de plus en plus dangereuses pour les libertés et par une tendance à la désorientation et à l'intimidation des forces démocratiques et progressistes.

La tenue du Tribunal Russel fin mars à Francfort revêt donc un double aspect : d'un côté au niveau international la dénonciation du modèle allemand de Schmidt, de l'autre une tentative de restructuration au sein de l'extrême-gauche allemande, dont les composantes sont actuellement dispersées et isolées.

\* Ce tribunal, qui n'a pas une valeur juridique reconnue par l'Etat allemand, est une sorte de tribune internationale.

Le premier Tribunal Russel avait prononcé un réquisitoire très sévère contre les crimes de guerre américains au Vietnam.

## Italie : dénouement de la crise gouvernementale

## LE PCI ENCENSÉ PAR L'HUMANITÉ

« La crise gouvernementale ouverte en Italie depuis une cinquantaine de jours, c'est-à-dire depuis la démission du cabinet Andréotti, après que le PCI ait décidé de remettre en cause son attitude de non-opposition, est officiellement achevée depuis mercredi soir. Un accord est intervenu selon lequel les cinq partis de l'« arc constitutionnel » soutiendront le programme d'austérité du futur gouvernement démocrate-chrétien, gouvernement qui devrait être formé à partir de la semaine prochaine. Au premier rang de ces cinq partis soutenant une politique qui doit marquer un renforcement de la politique anti-ouvrière du pouvoir italien, il y a le PCI, qui vient d'inviter une importante délégation de la direction du PCF, dont Raymond Treppo, à la septième « conférence ouvrière » qu'il tenait du 3 au 5 mars, à Naples.

« *La portée, l'importance des changements susceptibles de se produire, à brève échéance en Italie, ont été soulignés, on le sait, notamment par Georges Marchais, à l'occasion de la campagne électorale en France* », écrit l'Humanité de mercredi. Et l'Humanité de préciser ce que signifie pour le PCF : « changements » en Italie : « *Des « techniciens indépendants » pourraient, avec l'agrément des partis intéressés, faire leur entrée dans le gouvernement. C'est dire à quel point quelque chose est en train de changer dans la péninsule* ». Le PCI espère en effet que le futur gouvernement comprendra, notamment, des personnalités ayant des sympathies avouées pour lui. Ceci ajouté à sa participation à certaines structures telles que d'importantes commissions parlementaires, devrait lui permettre, espérait-il, bien qu'il n'occupe pas directement de postes ministériels, une intervention plus poussée et une

consolidation de ses positions, centralement, au sein d'un appareil d'Etat dont il a déjà engagé le processus de conquête, notamment avec la prise de contrôle de nombreuses administrations régionales.

### AUSTERITE...

Quelle politique le PCI entend-il appuyer pour développer son intervention dans les affaires de l'Etat italien ? Les dirigeants révisionnistes italiens, aussi bien au sein du PCI qu'au sein de la direction de la CGIL, la CGT italienne, se sont largement prononcés ces derniers temps là-dessus : il s'agit d'appuyer une politique d'austérité accrue. Ce que l'Humanité commente encore pudiquement en ces termes : « *La classe ouvrière doit pouvoir prendre en compte non seulement ses intérêts mais ceux du développement du pays, de son assainissement économique, social, politique et moral, pour reprendre les*

*mots de Lama* » (le Séguy italien. NDLR). Et l'Humanité qui ne cesse d'encenser la politique du PCI caractérise l'austérité préconisée par ce parti comme une « *austérité qui doit d'abord viser ceux qui possèdent le plus* ». Poussons sur le « *d'abord* » qui indique ouvertement le fait que « *les autres* », c'est-à-dire : les travailleurs, devront payer aussi. Surtout, on sait ce qu'il en est du programme du PCI qui prévoit — au nom des « *sacrifices pour tous* » — l'auto-limitation des revendications ouvrières, et le droit de licencier pour les entreprises qui restructurent, afin « *d'assainir* » leur situation.

### ...ET « ORDRE PUBLIC »

Conséquent avec lui-même, le PCI vient d'ailleurs de donner son soutien à la mise en place d'un renforcement de l'arsenal répressif de l'Etat. Cet arsenal pourra être largement utilisé, contre le développement du mouvement des masses qui refusent de faire les frais de la crise, et contre les militants révolutionnaires. Déjà, le PCI a justifié ces derniers temps, sous prétexte qu'elle correspondait à des décisions légales de justice, la vieille pratique fasciste qui consiste à déporter dans des îles lointaines, des opposants politiques.

Aujourd'hui, le PCI vient de signer, avec les autres partis constitutionnels, le nouveau projet de loi sur

l'ordre public, aggravant la loi Reale de 1975. La nouvelle loi qui constitue une atteinte supplémentaire aux libertés démocratiques en Italie stipule notamment les mesures suivantes :

— « *La liberté provisoire peut être concédée, mais elle doit être soumise à des mesures de sécurité et le ministère public a toute latitude de la refuser* ».

— « *Même en dehors de cas de flagrant délit, quand il existe un soupçon fondé de fuite, les agents de police judiciaire ou de la force publique peuvent arrêter les personnes sur lesquelles pèsent des indices* ».

— Il est possible de procéder à la perquisition immédiate, sans mandat chez des personnes « *dont l'attitude, en relation avec des circonstances de lieu et de temps concrètes et spécifiques, n'apparaît pas justifiable* ».

— « *N'est pas punissable l'agent de police qui fait usage des armes quand il y est contraint par la nécessité de repousser une résistance active à l'autorité et pour empêcher la réalisation de délits* ».

— Il est possible de procéder à l'arrestation provisoire de personnes qui « *participent à des actes préparatoires aux délits susmentionnés* ».

Austérité et ordre public : c'est cette politique du PCI que le PCF salue jour après jour dans l'Humanité. Une façon comme une autre de préparer l'opinion... en France.

Jean-Paul GAY

## PROGRAMME TÉLÉ

### Jeudi 9 mars

#### TF 1

18 h 55 - Le renard à l'anneau d'or  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Eh bien raconte  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Campagne électorale  
21 h 10 - Jean-Christophe  
21 h 55 - Patinage artistique, championnats du monde  
22 h 55 - Allons au cinéma

#### A 2

18 h 25 - Dessins animés  
18 h 55 - Des chiffres, des lettres  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - Les six jours d'Antenne 2  
20 h 00 - Journal  
20 h 35 - La campagne électorale  
21 h 05 - Loin des rumeurs de la ville  
22 h 45 - Journal et fin

#### FR 3

19 h 05 - Télévision régionale  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Scènes de la vie de province  
19 h 55 - Flash journal  
20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
21 h 10 - Bandolero !  
22 h 50 - Journal  
23 h 05 - Un événement  
23 h 25 - Fin

## Vendredi 10 mars

#### TF 1

19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Eh bien raconte  
20 h 00 - Journal  
20 h 35 - Campagne électorale  
20 h 55 - Au théâtre ce soir : le diable à quatre  
22 h 45 - Patinage artistique : Championnats du Monde  
23 h 15 - Journal et fin

#### A 2

19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - Les six jours d'Antenne 2  
20 h 00 - Journal  
20 h 35 - Campagne électorale  
20 h 55 - Un ours pas comme les autres, feuilleton  
21 h 55 - Apostrophes : Vivre et mourir au Moyen Age  
23 h 05 - Journal  
23 h 10 - Tête d'Horloge

#### FR 3

19 h 55 - Flash journal  
20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
20 h 35 - Campagne électorale  
20 h 55 - La qualité de l'avenir  
21 h 55 - Du tourisme au pèlerinage  
22 h 45 - Journal et fin

## nos lecteurs ont la parole

# TÉMOIGNAGE D'UNE PAYSANNE DU GERS

Alors que dans le Gers, comme ailleurs, la bataille électorale fait rage et que les partis bourgeois n'en finissent pas de faire des promesses qu'ils ne tiendront pas, la situation réelle des petits paysans est racontée par ce témoignage que nous envoie une paysanne du Gers :

Le Gers, département essentiellement agricole avec une forte implantation de rapatriés, une industrie très faible et d'ailleurs en difficulté est la plus triste mosaïque de misère et d'abus que l'on puisse souhaiter. Les abus et les scandales sont le fait des gouvernants locaux et de leurs amis, la misère c'est pour les petits paysans et les ouvriers sans travail.

Il faut ajouter à ce tableau déjà sombre, des conditions climatiques désastreuses. En 1977 les tornades et les inondations ont plongé les travailleurs dans l'angoisse et la ruine. L'exoderural, très sensible dans ce département a concentré une bureaucratie importante dans le chef-lieu...

Cette bureaucratie n'a d'utilité que celle qu'on a bien voulu trouver... c'est l'implantation d'un pouvoir parasitaire qui, sous le prétexte de venir en aide aux petits paysans les chasse des pauvres lieux où ils végètent.

La Mutualité sociale agricole, féodalité puissante,



impitoyable rançonne sans merci ceux qui vivent, très mal, de leur travail. Elle hypothèque à tour de bras les biens de ceux qui ne peuvent pas la payer, elle règne car elle dépouille les uns et donne de l'argent aux autres, une manière bien connue d'installer la force par la division...

Le Crédit agricole possède la plus grande partie du patrimoine foncier, les agriculteurs, surtout les jeunes travaillent des terres qui ne sont plus les leurs avec du matériel qu'ils doivent. Ils sont au pire sens du terme les valets de la banque et de l'usure...

Si les impôts locaux sont très lourds, c'est que certain-

es petites villes où villages sont coiffés de notables aux beaux revenus. Ces messieurs ne se soucient des élections, si entre temps ils cultivent les injustices et le copinage, au moment du choix, c'est un torrent de promesses, de bonnes intentions et de paroles qui ne résistent pas à l'usage... Le gaspillage, le goût exagéré de la grandeur les emmène à jongler avec l'argent des autres et à parader dans les feuilles des journaux régionaux...

La ressemblance de l'époque actuelle avec le temps de la France occupée offre des analogies frappantes. En cette période tragique

où le pays exangue comptait ses morts et ses ruines une certaine bourgeoisie revancharde et aveugle se décernait des honneurs stériles. Tout comme aujourd'hui sur un fond de malheurs pour les plus pauvres on se gargarise de l'inutile et l'on rend les honneurs à qui ne les mérite pas...

Le Gers n'est qu'une petite image parmi tant d'autres, son apparence encore convenable il ne la doit qu'à l'exploitation forcée de la misère... mais combien de temps cela durera-t-il ?

Qui osera dire qu'un pays peut toujours vivre dans l'injustice, l'hypocrisie et le mensonge...

# Et l'acier fut trempé

## 84<sup>e</sup> épisode

A la suite d'une trahison les trains et la ville sont sans combustible. Pour s'en sortir, il est décidé par le comité provincial de poser en trois mois une voie de chemin de fer qui reliera la gare au chantier de coupe du bois.

Sept hommes faisaient le guet, armés en tout et pour tout de la carabine de Kholiava et des revolvers de Kortchaguine, Pankratov, Doubava et Khomoutov. C'était tout ce que possédait le détachement.

Patochkine, assis sur le versant, inscrivait des chiffres sur son bloc-notes. L'ingénieur restait seul. Yakoulenko avait pris la fuite et gagné la ville le matin même, préférant passer en jugement pour désertion plutôt que de périr sous la balle d'un bandit.

— Avec la terre gelée, les travaux de déblaiement nous prendront quinze jours, dit à mi-voix Patochkine en s'adressant à Khomoutov, un gars pataud toujours renfrogné, avare de paroles.

— On vous donne vingt-cinq jours en tout pour poser la voie et vous en prévoyez quinze pour traverser la colline, répondit Khomoutov, pinçant les lèvres avec colère sur une pointe de sa moustache.

— Ce délai n'est pas raisonnable. Il est vrai que je n'ai jamais travaillé dans une ambiance pareille et avec des ouvriers comme ceux-là. Aussi, je peux me tromper, ce qui m'est déjà arrivé deux fois.

A ce moment, Joukhraï, Akim et Pankratov s'approchèrent du chantier. On les remarqua de la colline.

## Extraits

## Nicolas OSTROVSKI

— Regarde un peu. Qui est-ce qui arrive ? dit à Kortchaguine, en le poussant du coude, Petka Trofimov, un garçon aux yeux bigles vêtu d'un vieux chandail déchiré aux coudes, tourneur aux ateliers du dépôt. Comme il lui montrait le pied du versant, Kortchaguine s'y précipita, sans lâcher sa pelle. Un sourire affectueux éclaira ses yeux sous la visière du casque, et Fédor serra sa main plus longtemps que les autres.

— Bonjour, Pavel. Tu n'es pas facile à reconnaître avec ce costume d'arlequin.

Pankratov se força à sourire :

— Oui, une jolie défroque qu'il a là. De plus, les déserteurs lui ont volé sa capote. Il vit en « commune » avec Okounev qui lui a donné sa vieille veste. Ça ne fait rien, Pavloucha ne se refroidit pas facilement. Il se réchauffera une semaine sur le béton, parce que la paille, ce n'est pas la peine d'en parler ; et puis il passera l'arme à gauche, dit tristement le débardeur à Akim.

Okounev, clignant des yeux malins sous ses sourcils noirs et plissant son nez légèrement camus, répliqua :

— Nous ne le laisserons pas périr, notre Pavel. Un vote unanime, et nous l'enverrons à la cuisine, travailler comme marmiteux avec Odarka. S'il sait se débrouiller, il aura du rablot de nourriture et pourra se chauffer, soit près du poêle, soit près d'Odarka.

Un éclat de rire général couvrit ses paroles. Ce jour-là, ils riaient pour la première fois.

Fédor inspecta le versant, alla voir la coupe en traineau avec Tokarev et Patochkine et revint à son point de départ. Sur la colline, on creusait la

terre avec le même acharnement. Il regarda le scintillement des pelles, les dos courbés par l'effort, et dit doucement à Akim :

— Pas besoin de meeting. Il n'y a personne à convaincre. Tu avais raison, Tokarev, de dire qu'ils n'ont pas de prix. C'est ici que se trempe l'acier.

Le regard admiratif de Joukhraï se posa avec une rude et amicale fierté sur les terrassiers. Il y a peu de temps encore, une partie d'entre eux s'étaient armés de baïonnettes la nuit où ils avaient étouffé la sédition. Et maintenant, un seul désir les animait : prolonger les veines d'acier des rails jusqu'à la réserve de bois, source de chaleur et de vie.

Poli, mais tenace, Patochkine expliquait à Fédor l'impossibilité d'entailler la colline en moins de quinze jours. Le matelot écoutait ses arguments chiffrés et mûrissait une décision.

— Faites évacuer le versant et continuez au-delà de la colline. Nous allons employer d'autres moyens.

A la gare, Joukhraï resta longtemps au téléphone. Kholiava montait la garde à la porte. Il entendait dans son dos la voix de basse de Fédor.

— Téléphone tout de suite de ma part à l'état-major régional pour qu'il envoie le régiment de Pouzyrevski dans le secteur du chantier. Il faut purger la région de toutes ces bandes. Et qu'on fasse venir ici le train blindé avec des sapeurs. Je réglerai le reste moi-même. Je rentrerai cette nuit. Que Litkè m'attende vers minuit à la gare avec la voiture.

A SUIVRE

### «Dans le Programme commun, le peu qu'il y a ne nous satisfait pas»

● Poursuivant notre enquête, nous sommes allés discuter avec des militantes du groupe femmes du Crédit Lyonnais. Ce groupe se réclamant du courant «lutte de classe».

Dans l'interview que nous publions aujourd'hui, nous abordons avec ces militantes des questions directement politiques en même temps qu'elles expliquent le travail du groupe, sur quels aspects il approfondit la réflexion, dans quelles directions il oriente sa pratique.

Il ne suffit pas de proclamer que la libération de la femme ne peut se faire que dans le socialisme et qu'en retour le socialisme ne se fera pas sans libération de la femme, encore faut-il commencer à donner un contenu concret à ce projet de socialisme et approfondir la réflexion sur le rôle des femmes dans l'édification du socialisme et dans le processus pour y parvenir. Sur ce dernier point, le rôle des partis de gauche et tout particulièrement du PCF est bien vu par les militantes du groupe du Crédit Lyonnais. De toutes ces questions politiques elle débattent, elles y réfléchissent collectivement, combattant ainsi l'idée fautive selon laquelle les femmes, dans leur lutte spécifique ne devraient pas s'occuper de politique.

Maryse OLLIER



## INTERVIEW DES GROUPES FEMMES DU CREDIT LYONNAIS

► **Pouvez-vous définir un «groupe lutte de classes» ?**

Pour nous, il est clair que la libération des femmes ne se fera que dans le cadre d'une société socialiste, et que le combat est à mener sur les deux fronts (lutte contre l'oppression des femmes et lutte contre le capitalisme), sans privilégier l'un par rapport à l'autre.

Il n'est pas possible de mener une lutte pour la libération des femmes, sans lutter également contre le capitalisme, puisque la situation des femmes est précisément due en France à la société capitaliste,

pour une grande part.

► **Pourquoi les femmes participent-elles au groupe ?**

Les femmes viennent au groupe pour 2 raisons essentielles :

— Soit ce sont des femmes conscientes de leur oppression et qui rejoignent le Groupe femmes de l'entreprise sur les mêmes bases qu'elles rejoindraient un groupe femmes de quartier.

— Soit des femmes qui, après avoir participé à la commission femmes syndicale, se rendent compte que le combat des femmes

doit également se mener hors des syndicats et des partis dans un regroupement autonome.

► **Quel travail faites-vous en direction du personnel ?**

Nous intervenons pour l'instant sous forme de tracts, dénonçant la surexploitation et l'oppression des femmes dans la société capitaliste, dénonçant les fausses mesures du gouvernement ou du patronat dont le but réel est de renvoyer les femmes à leur foyer, et certainement pas de leur reconnaître le droit à l'emploi.

Actuellement, nous préparons également des interventions publiques (réunions dans l'entreprise). La première doit porter sur «l'éducation-l'enseignement-les loisirs».

► **Sur quoi porte le travail de réflexion du groupe ?**

Bien sûr nous avons des discussions et nous faisons un travail de recherche sur le féminisme et la lutte de classes.

Nous dépouillons la presse féministe mais également les quotidiens et les mensuels pour connaître ce qui se passe, les mesures gouvernementales, les diverses positions des partis et des syndicats, les initiatives féministes dans le monde, etc..., matériel que nous utilisons pour nos interventions dans le personnel et dans le mouvement.

Pour la 2<sup>e</sup> année également nous faisons, sous forme d'exposés-débats mensuels, un travail d'analyse sur un thème : l'an dernier, «l'évolution de la famille de la naissance de l'humanité à la société capitaliste». Cette année, à travers la connaissance de la situation des femmes dans les pays qui ces 50 dernières années, ont connu des luttes de libération nationale et l'instauration d'un régime socia-

liste, nous essaierons d'avoir une idée plus précise du mot d'ordre «Pas de socialisme sans libération des femmes, pas de libération des femmes sans socialisme».

(Nous étudions par exemple la situation au Vietnam - Chine - Albanie - Algérie - Les pays de l'Est - et aussi les pays dits socialistes : Suède - Danemark).

► **Pouvez-vous préciser ce qu'est pour vous l'autonomie par rapport aux partis ?**

Pour nous, les femmes doivent se regrouper entre elles pour affirmer leurs revendications, remettre en cause cette société qui les surexploite et les opprime.

Un mouvement de femmes autonome des partis et des syndicats est la garantie que les problèmes rencontrés par les femmes ne seront pas étouffés comme non prioritaires.

Les femmes qui participent à ce mouvement peuvent d'autre part être militantes de partis ou de syndicats mais il ne peut être question que le mouvement soit inféodé à un parti.

► **Discutez-vous de la situation politique ?**

On en discute, d'un point de vue femmes. Par exemple, on a étudié le Programme commun de la gauche, la place des femmes dans ce programme. Il n'y a pas grand chose : par exemple, rien ne garantit le droit à l'emploi pour les femmes, les équipements collectifs nécessaires ne sont pas prévus etc... Et le peu de choses qu'il y a ne nous satisfait pas, en particulier l'aménagement de notre double journée de travail.

► **Que pensez-vous du PCF ?**

Jusque là, comme les autres organisations politiques, le PCF s'est intéressé aux femmes parce

qu'elles sont des électrices. Cependant les femmes de la base ont l'air de commencer à critiquer l'attitude de leur parti, qui parle maintenant du droit à l'emploi pour les femmes, de notre surexploitation, et même de notre oppression. Les idées féministes avancent à petits pas, le PCF dit qu'il est le «parti de la libération de la femme», ce n'est pas notre opinion.

► **Combien de temps, d'après vous, doit durer cette autonomie ?**

Nous disons qu'il n'y aura pas de socialisme sans libération des femmes ; donc un mouvement autonome des femmes est nécessaire tant qu'il y aura exploitation et oppression des femmes. Il est essentiel qu'on se regroupe pour lutter ensemble à partir d'un travail de prise de conscience, de discussions et de réflexion mené collectivement. On est aussi un groupe de pression.

► **Qu'est-ce que le socialisme pour vous ?**

Nous n'avons pas de programme mais nous avons discuté des conditions de la libération des femmes qui ne peut se faire que dans le cadre d'une société socialiste.

Nous pensons que la libération des femmes dans une société socialiste implique :

— Emploi pour toutes les femmes

— Equipements collectifs massifs : prise en charge sociale du travail ménager.

— Socialisation des enfants : prise en charge des enfants par la société et non par les mères.

Bien entendu, cette société socialiste doit permettre l'égalité de tous les individus, femmes et hommes ; vie démocratique, pas de division entre manuels et intellectuels, réorganisation du travail, plus de hiérarchie, destruction de la famille.

